

SEANCES DU VENDREDI 13 JANVIER 1989
VERGADERINGEN VAN VRIJDAG 13 JANUARI 1989ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1274.

COMMUNICATION:

Page 1274.

Cour des comptes.

DECES D'UN ANCIEN SENATEUR:

Page 1274.

PROJET DE LOI SPECIALE (Discussion):

Projet de loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions.

Discussion générale (Reprise). — *Orateurs*: MM. Dehousse, Didden, Vandenhautte, Dierickx, Mme Nélis, MM. Duquesne, Noerens, de Clippele, Gijs, De Backer, p. 1274.

PROPOSITIONS DE LOI (Dépôt):

Page 1298.

M. Petitjean. — Proposition de loi complétant l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

M. Cardoen. — Proposition de loi modifiant l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1988-1989
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1988-1989

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1274.

MEDEDELING:

Bladzijde 1274.

Rekenhof.

OVERLIJDEN VAN EEN OUD-SENATOR:

Bladzijde 1274.

ONTWERP VAN BIJZONDERE WET (Beraadslaging):

Ontwerp van bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: de heren Dehousse, Didden, Vandenhautte, Dierickx, mevrouw Nélis, de heren Duquesne, Noerens, de Clippele, Gijs, De Backer, blz. 1274.

VOORSTELLEN VAN WET (Indiening):

Bladzijde 1298.

De heer Petitjean. — Voorstel van wet tot aanvulling van artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De heer Cardoen. — Voorstel van wet tot wijziging van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 20 m.
De vergadering wordt geopend te 14 h 20 m.

CONGES — VERLOF

MM. Kelchtermans, à l'étranger, et Vandekerckhove, pour devoirs professionnels, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Kelchtermans, buitenslands, en Vandekerckhove, wegens beroeps-plichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

COMMUNICATION — MEDEDELING

Cour des comptes — Rekenhof

M. le Président. — Par dépêche du 11 janvier 1989, la Cour des comptes fait connaître au Sénat ses observations au sujet de la délibération du Conseil des ministres (n° 3028), autorisant l'engagement, l'ordonnancement et le paiement, à charge du budget du ministère des Finances pour l'année budgétaire 1988, de dépenses au montant de 153,7 millions de francs, relatives à la couverture, pour les années 1987 et 1988, d'une partie des coûts qui résultent des risques de variation de change relatifs à la participation de la Belgique au programme AIRBUS A 310.

Bij dienstbrief van 11 januari 1989 deelt het Rekenhof aan de Senaat zijn opmerkingen mede over de beslissing van de Ministerraad (nr. 3028) waarbij machtiging verleend wordt tot de vastlegging, ordonnancering en betaling, ten laste van de begroting van het ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 1988, van uitgaven voor een bedrag van 153,7 miljoen frank met betrekking tot de dekking, voor de jaren 1987 en 1988, van een deel van de kosten die voortvloeien uit het wisselkoersrisico in verband met de participatie van België in het AIRBUS A 310-programma.

— Renvoi à la commission des Finances.

Verwezen naar de commissie voor de Financiën.

OVERLIJDEN VAN EEN OUD-SENATOR

DECES D'UN ANCIEN SENATEUR

De Voorzitter. — De Senaat heeft met groot leedwezen kennis gekregen van het overlijden van de heer Placidus De Paepe, oud-minister en oud-senator voor het arrondissement Gent-Eeklo.

Le Sénat a appris avec un vif regret la mort de M. Placidus De Paepe, ancien ministre et ancien sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Uw Voorzitter heeft de familie van ons betreurd geweest medelid het rouwbeklag van de vergadering betuigd.

Votre Président a adressé les condoléances de l'assemblée à la famille de notre regretté ancien collègue.

PROJET DE LOI SPECIALE RELATIVE AU FINANCEMENT
DES COMMUNAUTES ET DES REGIONS

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN BIJZONDERE WET BETREFFENDE DE
FINANCIERING VAN DE GEMEENSCHAPPEN EN DE
GEWESTEN

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over het ontwerp van bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, nous devons tous, comme beaucoup de gens à l'avenir, des remerciements aux rapporteurs du projet principal, M. Erdman et M. Pouillet. De même, tous les membres de la commission ont apprécié la façon dont vous avez rendu possible la discussion de ce projet à la fois complexe et important.

Projet complexe par son ampleur, par les techniques auxquelles il fait référence, complexe aussi par l'appel qui fut fait successivement, à deux reprises, à la technique de la loi à majorité spéciale et à la technique de la loi à majorité ordinaire. Sur ce point, M. Mathot et M. Verhaegen ont aussi contribué, par deux rapports annexes, à faciliter la compréhension d'un ensemble, et ce n'est pas peu dire pour ceux qui ont participé aux travaux de la commission.

Projet important également, tout d'abord de façon directe par son contenu: le financement des Communautés et des Régions.

Dans la presse et, dans une certaine mesure, dans l'opinion publique, c'est à l'ampleur de la dévolution des compétences aux Communautés et aux Régions que l'on se réfère pour dire que l'on passe du stade de la régionalisation au stade d'un fédéralisme.

En rigueur de terme, et pour ne pas faire ici un cours sur la structure des Etats, je dirai que la doctrine la plus constante établit que les Etats appartiennent à deux grands types: des Etats de type unitaire, qui peuvent être plus ou moins centralisés, et des Etats de type fédéral, dont le fédéralisme peut être accentué et s'orienter vers une cohérence et une cohésion croissantes, ou, au contraire, naviguer aux frontières de la confédération.

A cet égard, je note, avec une pointe d'amusement, que nous parlons souvent d'un fédéralisme *sui generis*. En réalité, il n'est pas d'autre fédéralisme que celui-là. En effet, il n'existe pas de texte de référence, une charte du fédéralisme qui établirait les canons, les conditions, les structures.

C'est par référence à la réalité constitutionnelle et à la pratique politique que les praticiens et, après eux, les théoriciens s'efforcent de reclasser les grandes catégories.

La plupart des auteurs considèrent que le passage de l'Etat unitaire à l'Etat fédéral n'est pas une question de quantité, mais bien de qualité. On est certain d'être dans la vrai si l'on dit qu'en décembre 1970, l'évolution vers le fédéralisme a commencé, en Belgique, par la modification de la Constitution et qu'elle s'est prolongée par différentes phases qu'il serait oiseux d'énumérer ici.

Cette transformation est poussée, accentuée, accélérée par la réforme actuelle, mais sans que l'on puisse nécessairement en déduire que cette réforme fasse franchir un seuil qualitatif.

Par contre, il n'est pas douteux que la réforme actuelle, en attribuant plus de 600 milliards aux composantes, fait progresser et franchir un seuil quantitatif très important qui permet dorénavant mieux la comparaison avec d'autres Etats fédéraux, ainsi que l'attestent les annexes fournies par le gouvernement jointes au rapport. Quelles que soient les hésitations ou la prudence que l'on doive exercer quant à la terminologie, l'importance du projet est donc indiscutable. Du reste, ni les travaux de la Chambre ni ceux du Sénat n'ont tendu à diminuer l'importance directe du projet que nous examinons.

L'importance indirecte du projet n'est pas moins considérable, au contraire, puisque l'entrée en vigueur du projet de loi sur le financement conditionne celle de plusieurs autres projets connexes, tels le transfert de nouvelles compétences aux Communautés et aux Régions, la reconnaissance tant attendue de Bruxelles en tant que troisième Région, et enfin l'extension des tâches de la Cour d'arbitrage.

Ces projets constituent incontestablement une transformation importante et exceptionnelle de l'Etat, à laquelle participe bien entendu le projet de loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions.

Doit-on déduire que le mouvement autonomiste a atteint ses limites en Belgique? Je ne le crois pas. Tout d'abord, l'accord de gouvernement stipule qu'au cours de la législature actuelle une troisième phase doit encore être engrangée. Plus généralement, comme le disait un ministre français à son Roi: «L'avenir, Sire, n'appartient à personne. L'avenir appartient à Dieu.»

Je ne suis pas persuadé que cette citation soit adaptée à la commémoration du bicentenaire de la Révolution française mais, en ceci qu'elle touche au bon sens, elle me paraît *mutatis mutandis* applicable à notre situation.

En venant à l'examen du projet de loi proprement dit, je ne puis m'empêcher de constater que les travaux du Sénat ont été essentiellement marqués par l'inadéquation de l'équipement du parlementaire isolé.

A l'heure où la toute-puissance de la machine administrative de l'Etat se voit sans cesse renforcée par les progrès de la

technique, tous ceux qui ont participé aux travaux de la commission de Réforme des institutions ont été frappés de constater qu'il leur est devenu difficile de suivre, en raison du caractère resté très primitif de l'équipement parlementaire, un certain nombre de discussions techniques, ce qui diminue la possibilité de compréhension d'abord et, *a fortiori*, la capacité d'appréciation du parlementaire.

Ce n'est pas une révélation, mais la confirmation d'un sentiment éprouvé par beaucoup d'entre nous depuis longtemps et qui était particulièrement perceptible au début des travaux en commission.

Comment en serait-il autrement en ce qui concerne les nombreux membres qui n'ont pas participé aux travaux de la commission et qui, plus nombreux que les commissaires, seront également appelés à s'exprimer par un vote?

Toutefois, et c'est une première contradiction, en dépit des difficultés dans lesquelles nous avons dû travailler, compte tenu des exigences du calendrier, pour ne pas dire de l'horaire, le Sénat a accompli un travail particulièrement efficace. Pourtant, les travaux en deuxième lecture ne permettraient plus, dans la pratique, d'amender des textes qui auraient pourtant certainement mérité une amélioration législative. Je songe notamment aux textes des deux lois ordinaires.

Quoi qu'il en soit, le travail fourni en commission a été particulièrement considérable et a permis de nombreuses clarifications. Je n'en citerai qu'une parmi tant d'autres. Elle figure d'ailleurs au rapport. Il s'agit de la clarification du problème de la reprise par les Régions et les Communautés des droits et obligations de l'Etat, clarification rendue nécessaire par l'affirmation légèrement simplifiée qui figurait dans l'exposé liminaire du Vice-Premier ministre et ministre des Communications et des Réformes institutionnelles.

Nous avons été informés par lui que, contrairement à la législation de 1980, la législation qui nous était proposée assurait la reprise du passif par l'Etat. C'est ce qui figure d'ailleurs dans l'exposé introductif, au point 1.1.5, page 5 du rapport de MM. Erdman et Poulet. C'est doublement faux. D'une part, parce que la loi de 1980 n'a rien prévu à cet égard: c'est la loi de 1984 qui a réglé le problème, pour le meilleur ou pour le pire. Par ailleurs, il suffit de s'en référer à l'article 61 — ex article 56 — qui nous est soumis pour constater que les Régions et les Communautés sont appelées à reprendre les droits et les obligations de l'Etat. Il est vrai que le même article prévoit une série d'exceptions qui, en tant que telles, doivent être interprétées limitativement, quels que soient leur importance, leur nombre et les dispositions en matière de secteurs économiques nationaux figurant à l'ancien article 51. Tout cela a été mis en lumière grâce aux travaux de la commission.

Cela dit, je voudrais consacrer mon intervention à une analyse partielle d'un projet qui mériterait un cours. Il le méritera du reste certainement un jour ou l'autre, et, dans ce cas, je plains davantage encore les étudiants que les professeurs.

Je souhaite tout d'abord attirer l'attention sur un problème de nature technique, pour être plus précis de technique législative, puis sur un problème éminemment politique aux relents affectifs.

Ayant trait aux conditions de partage — c'est le vif du sujet puisque nous discutons du financement des Communautés et des Régions — et enfin, sur la contradiction apparente entre la régionalisation centrifuge, pour reprendre l'expression du Vice-Premier ministre M. Dehaene, et l'effort de construction européenne.

Première remarque: la particularité technique, la particularité législative.

On a déjà connu bien des vicissitudes dans la technique et la pratique législatives de la régionalisation. En effet, après l'affirmation de principe en 1970, une régionalisation préparatoire avait lieu en 1974; 1979 voyait une régionalisation provisoire; en 1980, apparaissait la première mesure, à majorité spéciale, d'application de l'article 107^{quater} et, enfin, quatre ans plus tard, les secteurs économiques nationaux, que l'on avait proclamés sacro-saints et qui constituaient autant de sanc-

tuaires en 1980, étaient soumis, en 1984, à ce que l'on a appelé depuis, notamment en commission, « la régionalisation de fait ».

Ici, bien des curiosités juridiques seront à relever dans la loi. Certains de mes collègues y ont déjà fait allusion et d'autres le feront sans doute encore. Pour ma part, je souhaite attirer l'attention sur l'une de ces singularités.

A ma connaissance, c'est la première fois que, pour savoir avec exactitude si une matière relève de l'Etat, de la Communauté ou de la Région, il ne suffira plus de s'en remettre à la lecture de la Constitution — ce qui fut le cas au cours de la première période — ni, comme ce fut la règle jusqu'à aujourd'hui, de se référer à la lecture de la loi, quelque difficile qu'elle soit, mais il faudra dorénavant prendre pour références, les annexes des travaux préparatoires.

Nous avons eu l'occasion de vérifier ce point en commission. En effet, malgré la sagacité de nos collègues de la Chambre, nous avons pu obtenir des précisions et même des corrections de la part du représentant du gouvernement qui, à un moment donné, a bien voulu faire remarquer que les difficultés de compréhension que nous éprouvions provenaient d'un décalage dans les lignes budgétaires telles qu'imprimées dans les annexes de la Chambre. Au nom du gouvernement, il a eu l'amabilité de fournir un nouveau tableau qui figure maintenant en annexe.

Mais l'importance de ma remarque est tout entière dans ce détail: pour savoir si l'aide à la lutte contre le sida est communautarisée ou non, la réponse étant affirmative, il ne faut pas se référer à la lecture de la Constitution ou de la loi, ni même des travaux préparatoires au sens strict, mais bien à la lecture des annexes.

Je n'ai donné qu'un exemple; il en existe bien d'autres. Par exemple, je pourrais citer, en matière scientifique, une appellation quelque peu irrévérencieuse puisque c'est celle des « deux tiers de Sainte-Catherine ». De même, que l'on cite l'IRSIA, l'INIEX, l'IRE ou le CEN, les précisions essentielles quant au principe et aux modalités de transfert se trouvent non pas dans les textes, mais le plus souvent dans les travaux préparatoires et dans leurs annexes. C'est dire combien tant les praticiens que ceux qui feront ensuite la synthèse seront bien avisés de lire avec attention les travaux dont j'ai parlé tout à l'heure et auront des raisons, comme les membres de notre assemblée, de savoir gré à nos rapporteurs, du travail qu'ils ont effectué.

Je voulais mettre en lumière cette première caractéristique tout à fait particulière que n'avaient pas les lois précédentes, parce que le recours à cette technique implique — même si cela heurte — que les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'on puisse un jour, pour autant, bien entendu, de ne pas procéder à l'encontre des textes proprement dits, qui sont seuls soumis au vote parlementaire, opérer des glissements plus larges que ceux fixés dans la présente loi.

Une remarque technique entraîne donc une autre, d'ordre légistique, mais aussi politique.

J'en viens à un deuxième point: les conditions du partage.

Comme je l'ai dit en commission, tout partage effectué après une longue vie commune laisse un sentiment d'amertume. C'est particulièrement vrai en ce qui me concerne, du partage organisé par le présent projet.

Tout d'abord, celui-ci s'écarte des équilibres convenus en 1980, il s'en écarte et il les écarte, ce qui n'est en rien justifié par l'ampleur des nouvelles masses à répartir.

De plus, dans tout divorce, il est tenu compte, pour le partage des biens, des apports respectifs des anciens conjoints. Nous sommes si loin du compte, dans le projet en discussion, qu'on en vient à se demander s'il s'agit bien d'un divorce et non d'une répudiation.

Pendant plus d'un demi-siècle, en effet, la Wallonie, et particulièrement son sillon industriel, ont été « les vaches à lait » financières et fiscales de l'Etat. Celui-ci a, en permanence, fait appel à la solidarité pour équiper et suréquiper les autres Régions, au point d'en venir à négliger l'équipement industriel de la Wallonie et parfois aussi son infrastructure. Quel que soit

le chapitre choisi — les autoroutes, les ports, les aéroports, les voies ferroviaires et bien d'autres encore — tous les témoignages concordent.

Or, aujourd'hui, la séparation est opérée sans même que soit dressé un inventaire. On part du postulat que les Régions sont laissées, par l'Etat, au même niveau d'équipement et de préparation, ce qui n'est pas le cas. Nous sommes, au contraire, loin de compte.

On a parlé et on parle beaucoup du fait que le système de financement est basé, d'une part, sur la responsabilité financière et, d'autre part, sur le maintien d'une solidarité.

C'est exact, mais dans les faits, les deux ingrédients existent dans la même proportion que le fameux pâté d'alouette: la responsabilité correspondant au poids du cheval et la solidarité à celui, nettement plus réduit, de l'alouette.

En commission, le secrétaire d'Etat n'a d'ailleurs pas caché que le système de financement faisait une part moins grande à la solidarité que ne le font le droit et la pratique dans l'Etat fédéral allemand, par exemple.

L'étude approfondie du projet nous mène tout droit à la conclusion que la Wallonie est bien mal payée de sa longue, trop longue patience et de sa générosité.

Enfin, j'ai participé pendant vingt ans, dans cette assemblée et ailleurs, à la préparation de textes de partages successifs, toujours présentés comme plus définitifs les uns que les autres. Cette considération m'enlève, pour le surplus, toute illusion quant à l'avenir.

Cela ne m'empêchera nullement d'être clair. Les inégalités que je regrette se trouvent concrétisées dans le projet de loi mais dans celui-ci, le gouvernement ne s'est pas écarté de façon significative de l'accord politique qui le fondait et que le Sénat a approuvé.

Ce ne sont donc pas des nouveautés que je trouve dans le projet mais la concrétisation des craintes que j'avais éprouvées dès que les grandes lignes du volet budgétaires de l'accord d'avril-mai ont été connues, ce qui m'avait conduit, à l'époque, à exprimer mon désaccord.

Je suis donc bien placé pour dire aujourd'hui qu'il est temps de conclure et que si cette partie de la réforme inspire les réserves que j'ai énoncées, elle en conditionne d'autres d'avantage porteuses d'espérance.

Dès lors, si tout me confirme que le vin du financement est amer, amer ou non, le vin est tiré, il faut le boire.

Il le faut d'autant plus qu'il est grand temps que la Région wallonne organise la gestion des nouvelles matières qui lui sont attribuées. En effet, bien des décisions attendent et nul n'ignore que tout retard, dans certains domaines, ne fera qu'alourdir les charges. Ce n'est ni M. Boël, sur les bancs libéraux, ni mes collègues hennuyers qui prétendront le contraire, notamment en ce qui concerne les ascenseurs de Strépy, par exemple. Ici encore, nous pourrions allonger l'énumération.

Comment, du reste, quelles que soient les contraintes budgétaires, ne pas être attiré par les espoirs qu'ouvre l'ensemble de la réforme?

Non seulement cette réforme est la concrétisation d'efforts manifestés, depuis plus d'un demi-siècle, en Wallonie et, plus particulièrement, par les socialistes wallons, mais elle implique, de par les circonstances, un regroupement de tous les Wallons de bonne volonté. Sans ce regroupement dans l'effort, la réforme ne produirait pas les fruits que nous sommes en droit d'en attendre.

C'est pourquoi, avec lucidité — cette lucidité même qui conduit parfois à l'amertume — mais aussi avec confiance dans la cohérence des Wallons, je me réjouis de voir approcher un vote qui, pour la Flandre, pour Bruxelles, pour la Communauté française et la Région wallonne, dont j'ai plus particulièrement parlé, marquera le passage d'un moment important qui, plus tard, sera probablement qualifié d'historique.

S'il marque l'aboutissement d'un long effort — et ce sera ma dernière remarque — le présent projet n'en constitue pas la fin.

De la même façon qu'aucune extension de compétences n'aurait été possible aujourd'hui si les Régions n'avaient pas assumé avec succès la gestion des compétences qui leur ont été transférées en 1979 et en 1980, c'est la manière dont les Régions et les Communautés assureront leurs nouvelles compétences, qui permettra d'envisager ultérieurement de nouveaux transferts encore qui s'avèreront indispensables dans l'avenir. A cet égard, je pense, en particulier, à la matière agricole.

Par ailleurs, ni les Régions ni les Communautés n'aspirent à de nouvelles responsabilités pour se replier sur elles-mêmes. Elles sont fermement ancrées dans une autre grande expérience et une autre grande espérance: l'aventure européenne.

A cet égard, il s'est trouvé, depuis plus de dix ans, et il se trouve encore, des voix pour opposer le mouvement centrifuge vers la régionalisation d'une part et le grand effort européen de rassemblement, d'autre part.

Pour bien des raisons, cette opposition me paraît futile. En effet, deux pulsions se manifestent dans toutes les collectivités territoriales en Europe. La première prend la forme d'un besoin d'autonomie conduisant à la régionalisation. Si la Belgique faisait cavalier seul, en 1970, les événements ont montré qu'elle était simplement un précurseur. En effet, depuis lors, les structures politiques de l'Italie, de l'Espagne, de la France même — terre du jacobinisme, par excellence — ont, à leur tour, fait place aux réalités de la régionalisation.

La deuxième pulsion est celle d'un besoin de rassemblement s'exprimant d'abord au niveau de la Communauté européenne et, parfois, au-delà de celle-ci.

L'appétence des Communautés et des Régions à s'affirmer sur la scène européenne est donc un fait naturel et, tôt ou tard, il faudra déterminer la situation des Régions et des Communautés par rapport à l'Europe.

Le problème, on le sait, n'est pas traité dans le projet puisqu'il est reporté à la troisième phase prévue par le gouvernement, mais il se pose néanmoins dans les faits.

Comment la Flandre, désormais seule responsable des ports de mer, ne voudrait-elle pas légitimement participer à la concertation européenne dans ce domaine?

Comment la Wallonie, pour laquelle la sidérurgie continue à présenter un intérêt économique primordial, ne voudrait-elle pas, elle aussi, faire entendre sa voix au moment où tant de décisions européennes restent à prendre?

Comment Bruxelles accepterait-elle d'être écartée demain d'une concertation européenne sur le statut et les problèmes des métropoles de la Communauté?

Comment les Communautés flamande et française, dont le pouvoir international a du reste été reconnu dès leur création, accepteraient-elles de cesser demain, la coopération entamée en matière d'enseignement alors que celle-ci présente un intérêt vital pour l'Europe en gestation?

On peut ne pas vouloir résoudre le problème, on n'empêchera pas qu'il sera posé dès l'entrée en fonction des nouvelles institutions et qu'il faudra bien alors le résoudre.

Ainsi, sommes-nous amenés une fois encore à paraphraser la pensée d'un homme politique français dont on oublie souvent qu'il était fort versé en philosophie.

Confronté, lui aussi, à deux pulsions apparemment contradictoires, celles de l'internationalisme prolétarien et de l'attachement à la patrie, Jaurès disait: «Un peu d'internationalisme écarte de la patrie; beaucoup d'internationalisme y ramène.»

A son exemple, je dis aujourd'hui: «Un peu de régionalisation écarte de l'Europe; une large régionalisation, comme la nôtre, y ramène nécessairement.»

L'avenir retiendra que, malgré les difficultés et les sentiments parfois contradictoires que nous éprouvons, nous aurons eu la chance d'apporter toutes nos forces à la consolidation de nos Régions en réclamant, dans le même mouvement, leur insertion commune dans une nouvelle et meilleure Europe. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Didden.

De heer Didden. — Mijnheer de Voorzitter, alvorens mijn betoog aan te vatten, dat hoofdzakelijk zal handelen over het solidariteitsmechanisme en de eventuele kritieken hierop, wil ik de rapporteurs Pouillet en Erdman danken, want zonder hun verslag had men deze bespreking niet in goede banen kunnen leiden. Tevens dank ik onze collega's van de Kamer en de leden van de regering, die ons overvloedig hebben gedocumenteerd.

Deze staatshervorming en bovenal de financieringswet is de belangrijkste politieke en staatkundige gebeurtenis sedert het ontstaan van ons land. Wij beleven dus ongetwijfeld een bijzonder moment. Zoals vaak in de geschiedenis is de bevolking zich hiervan weinig bewust. Dit nieuwe ogenblik, waarop de verschillende landsdelen, opgedeeld volgens taalgebied, zelf verantwoordelijk worden voor onderwijs en cultuur, maar ook voor economie en infrastructuur, is een uitdaging.

Bovendien gaat deze hervorming gepaard met een grote en consistente nationale solidariteit. Immers, door de bijzondere meerderheid waarop de financieringswet steunt, is de solidariteit consistent voor de toekomst. Dat de solidariteit groot is, werd vooral aan Vlaamse zijde benadrukt en vaak bekritiseerd.

Er is ook kritiek op de financieringswet zowel wegens het mechanisme van de transfers als wegens het ontbreken van een voldoende fiscale autonomie.

Persoonlijk ben ik de overtuiging toegedaan dat men op beide kritische benaderingen een afdoend antwoord kan geven.

Wat de transfers betreft, moet men zich bewust zijn dat het tot het wezen van elke staatsvorm behoort dat solidariteit voorhanden is. Met betrekking tot de fiscale autonomie is de belangrijkste vaststelling dat de evolutie positief is voor onze federale autonomie.

Er zijn er die zeggen dat er geen echte autonomie is wanneer het Amerikaanse axioma *no representation without taxation* niet geheel wordt toegepast. Een zuivere overlapping van beide, zoals in sommige oudere gefedereerde Staten, is voor ons land niet wenselijk, vermits dat zou leiden tot het einde van onze Staat en bovendien tegendraads zou zijn aan de totstandkoming van de Europese interne markt. Voor mij is het ontwerp dan ook een bewijs van gezond staatkundig evenwicht.

De solidariteit tussen de Gewesten is groter dan artikel 48 laat uitschijnen. Want naast het solidariteitsmechanisme is er met de financieringswet voorzien in trekkingsrechten voor de buitenlandse universiteitsstudenten. Er is de bepaling in verband met de dode hand voor Brussel, die niet op dezelfde wijze kan worden gecompenseerd in de andere Gewesten. Er is de lineaire aanrekening van de derving van de middelen ten gevolge van de bestaande rijksschuld. Het feit dat men de middelen voor Onderwijs bepaalt in verhouding tot een bevolkingsgroep zonder enige fiscale relatie, is *in se* natuurlijk ook een solidariteitsmechanisme.

Naast het solidariteitsmechanisme dat in het ontwerp is uitgewerkt, bestaat er echter sinds lang reeds de intergewestelijke en intergemeenschappelijke solidariteit, die bovendien belangrijker is dan de financieringswet. Immers, ook via de sociale zekerheid en via de betaling van de staatsschuld wordt een grote solidariteit verwezenlijkt. Bovendien is er ten aanzien van Brussel de supplementaire voorziening via het Gemeentefonds. Intellectuele eerlijkheid gebiedt ons deze vormen van solidariteit te betrekken in het geheel van al de solidariteitsmechanismen van ons land.

Mijnheer de Voorzitter, sta mij toe ons solidariteitsmechanisme te vergelijken met dat van de Duitse Bondsrepubliek, omdat het Duitse model, meer dan dat van andere Staten, het best te vergelijken valt met het Belgische systeem. In het senaatsverslag worden zeer interessante gegevens verschaft over de intergewestelijke solidariteit. De vergelijking met de zogenaamde *Finanzausgleich* in Duitsland is zeer leerrijk. Ik zou dit willen aanvullen met een overzicht van de solidariteitsgemeetkoming in de Duitse Bondsrepubliek en met enkele kanttekeningen per deelstaat.

In tegenstelling met wat in het senaatsverslag is bepaald, zijn de tegemoetkomingen in de Duitse Bondsrepubliek omvangrijker dan wat de *Finanzausgleich* in se inhoudt. Naast de zogenaamde horizontale onvoorwaardelijke tegemoetkoming die de *Finanzausgleich* eigenlijk is, is er ook een verticale en even onvoorwaardelijke tegemoetkoming die betrekking heeft op het equivalent van maximaal 170 miljard frank. De horizontale *Finanzausgleich* is een gift van een of meerdere *Länder* aan andere *Länder* of andere stadstaten ten bedrage van ongeveer 60 miljard frank.

De verticale onvoorwaardelijke tegemoetkoming is een gift vooraf te verdelen van ongeveer 170 miljard frank. Deze gift valt onder het *Einstimmungsgesetz* die zowel door de *Bundestag* als de *Bundesrat* moet worden goedgekeurd. In feite is die onvoorwaardelijke verticale tegemoetkoming een schenking aan armere deelstaten waarvan het inkomen per hoofd lager is dan 92 pct. van het federale gemiddelde van een aantal gedeelde belastingen. Door dit mechanisme wordt het inkomen van een arme deelstaat opgetrokken tot 92 pct. van het landelijk gemiddelde. Daarenboven zijn er nog zogenaamde *Ergänzungszuweisungen* voor de allerarmste Staten. Dit heeft echter slechts betrekking op ongeveer 34 miljard frank.

Zowel de verticale toewijzing als de *Ergänzungszuweisungen* zouden op dit moment in België niet toepasselijk zijn aangezien het inkomen in de twee Gemeenschappen of drie Gewesten boven de 92 pct. ligt. Dit zou niet het geval zijn wanneer men in ons land het aantal deelstaten zou opvoeren. Als we meer deelstaten zouden creëren en Limburg, de Antwerpse Kempen — dit ten gerieve van de staatssecretaris —, en de deelstaat Antwerpen, en Henegouwen én Luxemburg, én Namen, als aparte deelstaten zouden beschouwen, dan zouden wij vaststellen dat in deze deelgebieden het inkomen ook beneden de 92 pct. komt te liggen waardoor zij een verticale tegemoetkoming zouden genieten zoals in het Duitse systeem.

Maar ik neem aan dat wij de dingen laten zoals ze zijn en dat we het houden bij de *Finanzausgleich*. Ik blijf daar even bij stilstaan. Deze *Finanzausgleich* of dit egalisatiestelsel wordt automatisch toegekend wanneer de opbrengst per inwoner van de exclusieve en gedeelde belastingen, in ons systeem de personenbelastingen, vermeerderd met de vertikaal onvoorwaardelijke subventie — dus zonder de *Ergänzungszuweisungen* — verhoogd met de lokale belastingen, wat voor ons niet het geval is, lager zijn dan het federale gemiddelde. Dan wordt meteen dit verschil met 37,5 pct. gecompenseerd ofwel minimaal tot 95 pct. van het rijksgemiddelde. Alleen de deelstaten met een capaciteit groter dan 102 pct. moeten hierin bijdragen. Hier is er een verschil met het Belgisch systeem. Zo betaalt in het refertejaar 1985-1986 de deelstaat Nordrhein-Westfalen, die inzake structuur gelijkenissen vertoont met Vlaanderen, geen bijdrage omdat ze niet boven dit gemiddelde komt.

In het Duitse systeem van *Finanzausgleich* of de horizontale onvoorwaardelijke subventie, zou alleen Brussel moeten bijdragen naar België. Wij mogen echter niet vergeten dat in het Duitse systeem Wallonië steeds een horizontale onvoorwaardelijke bijdrage zou ontvangen, en dat het totale pakket *Finanzausgleich* in Duitsland omvangrijker zou zijn dan bij ons. Tevens vergeten we dat in het Duitse systeem de bijdrage van Wallonië eveneens onbestaande zou zijn, terwijl dit in het Belgische systeem toch nog altijd betrekking heeft op het relatieve aandeel van Wallonië in de personenbelasting.

Voorts vergeten we dat in het Duitse systeem gebieden met een hoge bevolkingsdichtheid en de stadstaten zoals Bremen en Hamburg correctiemechanismen bekomen.

Ik wil dat niet toegepast zien in België, want dat zou opnieuw een belangrijke discussie openen over onze stadstaten die daarvoor in aanmerking komen. Ik vermoed in ieder geval dat Brussel daarbij zou worden begrepen.

In mijn vergelijking met Duitsland maak ik nu even een analyse per deelstaat. Dergelijke vergelijking heb ik nog nergens gevonden. Het valt op, dat ruim de helft van de zogenaamde *Finanzausgleich* of horizontale onvoorwaardelijke bijdrage ten laste valt van één deelstaat, namelijk Baden-Württemberg.

Deze deelstaat diende in 1985-1986 meer dan 36 miljard frank te betalen op een totaal van ongeveer 60 miljard. Opvallend hierbij is dat Baden-Württemberg slechts over een bruto binnenlands produkt beschikt van index 105 wat ongeveer gelijk is aan sommige delen van Vlaanderen. Daarentegen ontvangt de deelstaat Bremen met een bruto binnenlands produkt van index 130 een bijdrage van 8 miljard frank, of 12 210 frank per inwoner. Wanneer we dat met België vergelijken, dan stellen we vast dat Bremen evenveel intergewestelijke solidariteit ontvangt als geheel Wallonië. Bremen telt 650 000 en Wallonië 3,2 miljoen inwoners.

Een andere noordelijke deelstaat, namelijk Hamburg, draagt slechts 4,6 miljard op een totaal van 60 miljard bij in de *Finanzausgleich*.

Nochtans heeft Hamburg, dat 1,5 miljoen inwoners telt, met een index van 181 het hoogste bruto binnenlands produkt van de Bondsrepubliek. Trouwens, in tegenstelling tot de Belgische toestand dragen in de BRD, met uitzondering van Hamburg, alleen de zuidelijke Staten Hessen en Baden-Württemberg de solidariteit. In ons land is het daarentegen Wallonië dat ons solidariteitsmechanisme zal genieten. Trouwens, in 1985, 1986 waren het slechts deze drie *Länder* die voor zes andere *Länder* bijdragen leverden. Berlijn wordt hier buiten beschouwing gelaten.

Om even terug te komen op het rijke Bremen: deze deelstaat heeft een BBP van ruim 870 000 frank per hoofd, of 170 000 frank per hoofd meer dan de Württembergers, meer dan het dubbele van de gemiddelde Vlaming of Belg en vermoedelijk bijna het drievoudige van de Walen. Nochtans zijn het juist deze Württembergers die voor meer dan vier miljard *Finanzausgleich*-bijdragen rechtstreeks leveren aan de deelstaat Bremen. In termen van de Vlaamse kritiek op artikel 48 van het financieringsontwerp zijn de Bremenaren toch wel onrechtvaardig en onredelijk bevoordeeld. Er is bovendien bijna geen enkele kans dat er zich ooit enige omkeerbaarheid tussen Bremen en Württemberg zal voordoen.

Wat betreft deze summier vergelijking met de *Finanzausgleich* in de BRD moet er worden op gewezen dat het in het Duitse systeem om een louter intergewestelijke solidariteit gaat. De Baden-Württembergers, de bevolking van Hessen en de Hamburgers betalen samen 60 miljard frank met eigen deelstaatsmiddelen aan de Bremenaren, de Niedersachsers, de Rheinland-Pfälzers en nog een drietal andere Staten, in tegenstelling tot het Belgische solidariteitsmechanisme, waar men een voorafname doet op de middelen van alle Gewesten en Gemeenschappen. Dus in het Belgische systeem is er zelfs geen *ausgleich*, maar een solidariteit betaald door arme en rijke Gewesten en Gemeenschappen.

Ik besluit met de bedenking dat deze financieringswet en de erin opgenomen solidariteitsmechanismen een evenwichtig geheel uitmaken. De mate waarin deze solidariteit alsmede de bijdrage via de sociale zekerheid en de staatsschuld verwezenlijkt en geconsolideerd worden, is voorwaardelijk gebonden aan het gedrag van alle landgenoten. Ik bedoel het volgende: de normen inzake fiscaliteit en sociale zekerheid moeten in beide landsdelen op gelijke wijze worden toegepast. Een libertijnse en systematisch oncorrecte toepassing van de wettelijke voorzieningen aan de ene kant van de taalgrens ten opzichte van het andere taalgebied zal vroeg of laat op zware kritiek worden onthaald. Gelijke normen en wetten, zeker inzake fiscaliteit en sociale zekerheid, moeten op gelijke wijze worden toegepast.

De Belgische solidariteit tussen Gewesten en Gemeenschappen en personen is een model van financiële grootmoedigheid, waarbij Vlaanderen zich gedraagt als een volwassen, welvarend Gewest. Wij zijn dus niet gecompliceerd door de kritiek van de buitenwacht omdat wij de overtuiging zijn toegedaan dat dit financieringsontwerp de onmisbare basis vormt van Vlaamse, Waalse en Brusselse zelfstandigheid. De solidariteit, waarvan ik trouwens beweer dat ze zelfs niet het niveau van de Duitse Bondsrepubliek bereikte, is hiervan een noodzakelijk onderdeel. (Applaus.)

M. le Président. — La parole est à M. Vandenhoute.

M. Vandenhaute. — Monsieur le Président, étant intervenu longuement lors de la discussion générale en commission de la Révision de la Constitution et des Réformes institutionnelles sur le projet de loi spéciale relatif au financement des Communautés et des Régions, je scinderai mon intervention en deux parties et serai le plus bref possible. L'une est relative aux questions posées en commission et qui n'ont pas reçu de réponse complète et satisfaisante; l'autre consiste en une réflexion plus générale sur la réforme de nos institutions.

Dans un esprit d'objectivité, je voudrais d'abord féliciter les rapporteurs de ce projet, qui ont effectué un travail difficile, et remercier également nos ministres présents en commission qui ont, tant que faire se peut, essayé de nous convaincre que ce projet n'est pas aussi mauvais qu'il pourrait le paraître. Je voudrais aussi adresser mes félicitations aux commissaires PRL qui ont assumé un travail considérable et de qualité au sein de la commission. Ils n'ont peut-être pas été récompensés; nous en parlerons plus tard.

J'en reviens à mon intervention. La fédéralisation poussée et accélérée de notre pays ne fera certes pas que des heureux.

La population n'est pas dupe; elle commence à se rendre compte de ce que cette révision est, en réalité, une aventure improvisée, fort coûteuse, qui lui réservera dans le temps beaucoup d'inconvénients.

Il est, en effet, clair que, talonné par le calendrier, le débat fondamental sur la viabilité et l'avenir des nouvelles institutions de notre pays est malheureusement bâclé et vidé de beaucoup de sa signification — je parle, bien entendu, du projet de financement des Communautés et des Régions — à l'image d'ailleurs du sort réservé à tous les autres projets qui ont précédé celui-ci dans cet hémicycle.

Cela me paraît particulièrement grave quand on sait que cette réforme apparaît comme capitale pour l'avenir de notre pays puisqu'elle consiste à transférer des moyens correspondant à quelque 30 p.c. des dépenses actuelles du pouvoir central et qu'elle entraînera bien évidemment des modifications fondamentales de la structure actuelle du budget de l'Etat.

Mais il n'empêche que je reste persuadé avec mes honorables collègues du PRL, que ce projet conçu dans la précipitation, est mauvais et qu'il fera naître de nouvelles tensions.

Je vous rappelle, monsieur le ministre, comme je l'ai d'ailleurs déjà signalé en commission, que l'opposition en général est consternée par la façon dont ce projet a été élaboré. En effet, trop peu de services du ministère des Finances — je parle des hauts fonctionnaires — ainsi que d'experts spécialisés en cette matière particulièrement complexe ont été consultés. Bien plus, les auteurs du présent projet ne semblent avoir qu'une idée fort approximative d'une matière qu'ils n'hésitent cependant pas à bouleverser de fond en comble. Lors du travail en commission, je n'ai d'ailleurs pas manqué de faire référence aux remarques formulées à ce sujet par le Conseil d'Etat.

Le fait que de telles erreurs aient été commises est toutefois révélateur. Il nous montre que le projet qui nous est aujourd'hui soumis est avant tout un projet politique. Nous pouvions penser que le passage d'un Etat unitaire à un Etat fédéral impliquait obligatoirement un bon système de financement, c'est-à-dire un système qui devait répondre à trois objectifs fondamentaux, à savoir: permettre une gestion saine des deniers publics, être aussi simple qu'efficace et assurer de façon certaine la protection de l'Union économique et monétaire.

Or, l'étude de ce projet démontre à suffisance que ces objectifs ne sont pas atteints. Au contraire, la mise en œuvre des mesures qui nous sont aujourd'hui soumises — « pour la forme » puisqu'aucun des amendements pourtant excellents et fondés, introduits par le PRL n'a été retenu, pas plus d'ailleurs que les amendements introduits par l'opposition en général — risque, je le crains, de nous réserver bien des surprises désagréables.

M. Borin. — Le PRL fait partie de l'opposition!

M. Vandenhaute. — J'ai voulu dire que les autres membres de l'opposition qui ont introduit des amendements n'ont pas

été mieux écoutés. Je pense que vous m'aviez parfaitement compris.

Faut-il rappeler que, dans certains pays, le système de financement est le résultat d'années de travaux parlementaires et extra-parlementaires? Ainsi, par exemple, la république fédérale d'Allemagne a mis plus de cinq ans pour élaborer un système de financement efficace et valable.

La loi de financement présentée par le gouvernement compte actuellement 78 articles et ne comporte pas moins de cinq mécanismes de financement dont la complexité n'est plus à démontrer, d'autant que les mécanismes décrits dans les articles 9 à 44 sont souvent incompréhensibles à la seule lecture des dispositions légales et de l'exposé des motifs. Il est donc clair que, dans sa présentation actuelle, le système de financement fera naître au sein des différentes Communautés et Régions de nouveaux problèmes et ce pour plusieurs raisons que j'évoquerai brièvement.

Tout d'abord, le projet de loi est trop complexe. Ensuite, l'autonomie fiscale qu'il accorde est trop limitée. Et, enfin, la Communauté française est une fois de plus lésée. Il est évident que les Communautés n'acquiescent pas une autonomie véritable, puisque leurs moyens ne proviendront que d'impôts partagés ou de taxes, à savoir la redevance radio et télévision, la TVA et l'IPP.

Il est évident aussi que la clé de répartition des recettes de l'impôt des personnes physiques localisées à Bruxelles-Capitale — 20 p.c. pour les néerlandophones et 80 p.c. pour les francophones — utilisée pour répartir les moyens entre les deux Communautés est inéquitable. Il en va d'ailleurs de même en ce qui concerne la répartition du produit de la redevance radio et télévision. L'attribution du produit de ces prélèvements fiscaux devrait, je l'ai déjà dit, s'opérer sur la base de la langue des déclarations fiscales. Or, le rapport entre les Communautés linguistiques varie de 89/11 à 90/10 pour différents domaines fiscaux. La Communauté française est donc, en l'occurrence, victime d'une discrimination importante par rapport à la Communauté flamande. Comme je l'ai dit également en commission, il faudrait que, dans les communes à facilités, le produit des impôts précités soit aussi attribué à la Communauté française ou flamande selon la langue de la déclaration fiscale.

Des problèmes naissent également de l'insuffisance des moyens financiers accordés à Bruxelles. En commission, j'ai largement exposé notre point de vue, chiffres à l'appui, sur ce dossier. Afin de ne pas être trop long, je n'y reviendrai pas, mais notre conviction est faite — et c'est un municipaliste, un bourgmestre bruxellois qui l'affirme —, l'avenir proche nous apportera la réponse.

Puisque les questions posées en commission et relatives aux problèmes cruciaux de la STIB n'ont obtenu aucune réponse rassurante, permettez-moi d'y revenir brièvement.

Que deviendra le financement des transports en commun au lendemain des élections du 18 juin? Bruxelles doit-elle réellement disposer d'un réseau de métro lourd permettant de véhiculer, comme c'est le cas actuellement, 40 000 personnes par jour?

Il est clair que les frais d'exploitation du métro bénéficient largement aux habitants des autres Régions. On pourrait dès lors se demander si l'Etat national ne devrait pas financer les charges de transport découlant du rôle de capitale de la nouvelle Région!

Il n'est pas inutile de rappeler que le déficit annuel de la STIB, s'élève actuellement à 7 milliards de francs, est financé par le budget du ministère des Communications et représente 70 p.c. du budget total consacré par ce département au fonctionnement des sociétés de transports intercommunaux du pays. Or, ce budget va être réparti à raison de 34,4 p.c. pour la Wallonie, 50,2 p.c. pour la Flandre et 15,4 p.c. seulement pour Bruxelles. Et 15,4 p.c. de 10 milliards, cela représente 1,5 milliard.

Je vous pose donc, monsieur le ministre, les questions fondamentales: où va-t-on trouver les 5,5 milliards permettant de combler ce déficit? Dans quel poste budgétaire la Région bruxelloise va-t-elle puiser pour combler ce trou? Par ailleurs, les

dépenses d'investissements prévues au budget national seront-elles, elles aussi, soumises à cette même clé de répartition ?

Quand on sait que, pour les années à venir, et rien que pour son matériel roulant, la STIB aura besoin de 5 milliards supplémentaires et que, depuis la mise en service du tronçon de la petite ceinture, la nécessité de créer de nouvelles rames de métro se fait sentir, l'on peut se demander à qui incombera le coût des dix-huit nouvelles rames de métro, à 110 millions de francs l'unité, qu'il conviendra de mettre en service.

Comme je l'ai déjà dit, je continue à penser que, jamais, la Région de Bruxelles-Capitale ne pourra à l'avenir supporter de telles dépenses dans un budget déjà très difficile. J'espère donc avoir, lors de votre intervention à la fin de la discussion générale, les précisions et éclaircissements souhaités.

Permettez-moi encore de revenir brièvement sur un point que j'ai largement développé en commission, qui concerne les travaux publics et pour lequel je n'ai pas eu d'explications précises. Je m'explique. Il est prévu que les Régions prendront à leur charge les droits et obligations allant de pair avec cette matière. Dès lors se posent deux questions fondamentales. Qui paiera les travaux déjà exécutés ? Qu'advient-il des litiges actuellement en suspens ?

Il semblerait qu'en ce qui concerne les travaux exécutés, le département des Travaux publics et le Fonds des routes seront et resteront liés, pour la majorité des marchés, à concurrence des montants fixés dans le budget. Mais se pose dès lors la question suivante : les crédits d'ordonnancement nécessaires sont-ils disponibles ?

En ce qui concerne les litiges actuellement en suspens, je me permets de vous rappeler que les conflits existants n'ont pas tous donné lieu à des procédures judiciaires ; ces règlements à l'amiable seront-ils encore possibles après la régionalisation ? Si oui, ne risque-t-il pas de se poser des problèmes de conflits de compétence ?

Il est également prévu que le paiement des travaux déjà exécutés reste à charge des autorités nationales. Mais que se passera-t-il si le paiement se fait attendre ? Le litige rentrera-t-il alors dans le champ des compétences des Régions ?

J'ai déjà rappelé en commission que les litiges porteraient sur un montant de plus de 20 milliards. Ce n'est pas négligeable. Ces dettes seront-elles à charge de l'Etat ou risquent-elles d'être transférées aux Régions ? Dans cette hypothèse, bénéficieront-elles des garanties de l'Etat ?

Toujours en ce qui concerne cet important secteur que sont les travaux publics et particulièrement le transfert de son personnel, les réponses reçues en commission n'ont pas non plus apporté toute la lumière souhaitée. Pour cette raison, j'aimerais tout d'abord vous rappeler qu'il y a lieu de distinguer le personnel prévu aux cadres du Fonds des routes et des Travaux publics, soit 9 484 emplois au cadre des Travaux publics, 2 681 emplois au cadre de remplacement du personnel effectivement en place, soit un déficit de quelque 2 500 emplois par rapport aux cadres précités.

Dès lors, on peut s'interroger sur la manière dont va s'organiser le transfert du personnel vers les Régions, compte tenu du déficit cadre/personnel occupé.

Les Régions recevront-elles une indemnité compensant le personnel non transféré ?

Je vous rappelle également qu'il manque actuellement quelque 2 500 agents au cadre et que le coût de vos agents n'est actuellement pas prévu au budget des Travaux publics. Qui, par conséquent, supportera ce coût ? Je signale, par ailleurs, que ce chiffre de 2 500 agents augmente considérablement en fonction des départs naturels et que, dès lors, il ne semble plus coïncider avec la réalité. J'attends vos éclaircissements à ce sujet.

Je voudrais enfin revenir sur un point important, traité à l'article 45 du présent projet et qui concerne l'organisation d'un soi-disant mécanisme de solidarité nationale.

D'après les explications fournies dans l'exposé des motifs, il s'agit là d'un mécanisme irréversible, visant à « limiter les différences de bien-être entre les Régions ».

De heer Erdman, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, het typische van het solidariteitsbeginsel is dat het omkeerbaar is, *réversible*, en niet *irréversible*. Dat is hier specifiek en ik wens dit als rapporteur te beklemtonen. Het solidariteitsbeginsel is doorzichtig en omkeerbaar. U hebt, mijnheer Vandenhaute, misschien bij vergissing het woord *irréversible* gebruikt.

M. Vandenhaute. — C'est une question d'interprétation. M. le ministre me dira si je me trompe quand je parle de mécanisme irréversible.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Je puis confirmer ce que vient de dire le rapporteur : il s'agit bien d'un mécanisme réversible.

M. Vandenhaute. — J'en prends acte, monsieur le ministre. Il est donc permis d'espérer !

M. Moens. — Vous avez peut-être voulu dire, monsieur Vandenhaute, que le régime de solidarité est mis en place pour « toujours » et est donc irréversible. Dans ce sens vous avez raison.

M. Vandenhaute. — Ce mécanisme permet d'octroyer des moyens financiers complémentaires à la, ou aux Régions dont le produit moyen de l'impôt des personnes physiques par habitant est inférieur à celui du royaume.

Le gouvernement s'est évertué, dans le cadre des travaux de la commission des Réformes institutionnelles de la Chambre et du Sénat, à montrer que cette intervention de solidarité ne joue pas entre les différentes Régions mais s'opère, par le biais d'un prélèvement, sur les moyens de financement nationaux.

J'ai déjà rappelé en commission que M. Verhofstadt, orfèvre en la matière, a démontré à la Chambre qu'il n'était pas question, en fait, d'une véritable solidarité nationale, mais plutôt d'une redistribution horizontale entre les Régions. Cette intervention de solidarité ne sera, en effet, pas inscrite au budget national, mais sera supportée par les Régions elles-mêmes par suite de son imputation sur les montants de base.

La question qui reste posée est donc : qui paiera pour qui ?

En d'autres termes : quelle est la Région qui bénéficiera de l'apport de la solidarité prétendument nationale et — surtout — quelle est la Région qui supportera effectivement le coût de cette solidarité ?

A en croire certains élus néerlandophones, la réponse à cette question ne fait, bien sûr, aucun doute : ce serait la Région flamande qui paierait pour la Région wallonne.

Nous l'avons entendu à maintes reprises dans le débat.

Je vous rappelle d'ailleurs qu'un membre de la Volksunie connu pour son sectarisme et son franc parler, Mme Maes, s'est particulièrement émue, à la Chambre, à l'idée que le mécanisme de la solidarité nationale permettrait à la Région « la plus pauvre » de devenir riche au détriment de la Région riche qui s'appauvrirait. Comme le gouvernement s'est plu à souligner le caractère transparent du mécanisme de solidarité « nationale », qui se calcule sur des critères bien précis — rendement moyen de l'impôt des personnes physiques par Région —, il convient qu'il nous explique, en toute clarté, quelle sera la Région qui supportera en fait la charge de la solidarité prétendument nationale.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Personne ne peut le déterminer à l'avance pour une très longue période. On peut émettre des hypothèses pour le court terme, mais à plus long terme, le mécanisme, comme l'a rappelé le rapporteur, est réversible, c'est-à-dire qu'il peut jouer tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre.

M. Vandenhaute. — J'y viens précisément, monsieur le ministre.

C'est pour cette raison, que j'avais demandé en commission que le gouvernement nous fournisse un tableau reprenant le rendement de l'impôt des personnes physiques pour chaque Région. Il est évident qu'il ne faut pas être grand clerc pour savoir que le rendement de l'impôt des personnes physiques est nettement plus élevé à Bruxelles qu'en Wallonie de même qu'en Flandre.

J'en tire donc la conclusion, peut-être hâtive, que ce sera la Région bruxelloise qui contribuera le plus à assurer la pseudo-solidarité nationale.

M. Maystadt, ministre des Finances. — A l'avenir et dans un avenir relativement lointain! En effet, ces dernières années, on a constaté une diminution de la part relative de Bruxelles dans le rendement de l'impôt des personnes physiques et, si l'on projetait à vingt ans cette tendance, on pourrait aboutir à la situation que c'est, au contraire, la Région bruxelloise qui bénéficierait du mécanisme de solidarité.

Mais ce sont là des hypothèses et personnellement je ne crois pas que ces tendances vont se prolonger aussi longtemps. Je suis convaincu que la Région bruxelloise n'a pas trop à craindre pour son avenir, mais personne ne peut aujourd'hui l'affirmer avec certitude.

M. Vandenhaute. — En tout cas, en ce qui me concerne, j'ai la conviction que ces chiffres feront apparaître que, contrairement à ce qu'affirment sans cesse les chantres de la « Belgique à deux vitesses », la Flandre ne contribuera quasiment plus à la solidarité nationale.

En réalité et grâce à ce gouvernement à participation Volksunie, la Flandre, avec la complicité de certains partis francophones, a repris ses billes et les gardera jalousement.

Je voudrais enfin en venir le plus brièvement possible à la deuxième partie de mon exposé.

Avec 1989 est arrivée la « Belgique nouvelle ». Le vin est tiré, même s'il est amer comme l'a dit avec éloquence, en commission, M. Dehousse, membre de votre majorité gouvernementale, « il faudra le boire! » Ivresse peu réjouissante qui nous promet de nombreux lendemains qui déchantent.

Nous avons vécu en 1988 la plus profonde et la plus grave révision que notre Constitution ait connue depuis 1831. De cette opération juridique et institutionnelle, de ce fait historique sont nées des réalités avec lesquelles, tant bien que mal, il nous faudra vivre au quotidien...

La Belgique de 1987, du début de 1988 était-elle en si mauvais état qu'il était nécessaire de la dépecer pour la sauver? C'est loin d'être certain et je pense que ce n'était pas le vœu de la majorité de la population.

Il y a à peine un peu plus d'un an, nous avions l'un des meilleurs gouvernements de l'après-guerre, qui se préoccupait de régler les problèmes fondamentaux et de travailler aux priorités de la gestion d'un pays. Sous l'impulsion des libéraux, cette équipe arrivait, au prix d'un travail courageux et d'efforts consentis par la population, à redresser la situation financière du pays et à sortir notre économie de la crise.

La situation de José Happart et de la commune de Fourons devait cependant donner prétexte aux sociaux-chrétiens à provoquer une longue crise permettant aux socialistes de revenir au gouvernement, mettant les libéraux à l'écart et renforçant l'extrémisme flamand au gouvernement par la présence de la Volksunie.

Alibi des socialistes francophones pour revenir aux affaires, José Happart qui s'est depuis lors renié, a fait hara-kiri. Le prétexte de la crise la plus grave qu'ait connue le Belgique n'a plus d'importance que pour certains extrémistes flamands!

Ce serait dérisoire si, dans l'intervalle, la Belgique nouvelle n'avait été bâclée, mal préparée, improvisée... « Confédéralisme de désunion », comme l'a qualifiée le président du PRL, Louis Michel, la nouvelle structure du pays est un puzzle qui se révélera bien vite machiavélique, surtout pour les Wallons et les Bruxellois. Pire encore, la nouvelle Belgique fédérale se révélera pitoyable lorsqu'apparaîtront, tour à tour, les difficultés financières de la Région wallonne, de la Communauté française, de la Région bruxelloise et de l'Etat central. N'oublions pas ses 6 000 milliards de dettes. Sans doute les Flamands s'en tireront-ils mieux, comme je l'ai déjà dit dans la première partie de mon exposé, car ils auront pu protéger leurs intérêts en tirant parti de la faiblesse des francophones au gouvernement.

Le fil des événements s'est déroulé au pas de charge, ce qui suffit peut-être à expliquer, mais non pas à excuser, l'irresponsabilité de cette improvisation.

Il y eut la déclaration gouvernementale en mai pour expliquer l'ampleur des bouleversements envisagés. La réforme de l'Etat fut globalement votée trois mois plus tard, à toute vitesse, au « coup de force » mené par les partis de la majorité.

Au passage, dans la modification profonde des structures de l'Etat — il ne faut pas l'oublier — la démocratie communale a été égratignée par la création d'un inextricable système ne comportant pas moins de six types différents de communes.

Déjà à ce moment-là, les libéraux criaient casse-cou, démontraient le danger de certains mécanismes et appelaient des mesures mieux préparées, mûries et réfléchies.

Les yeux braqués sur le calendrier, mus par la volonté d'en finir au plus vite, le gouvernement et sa majorité n'ont rien voulu écouter.

La date fatidique du premier janvier 1989 est arrivée et malgré un marathon parlementaire, un travail au forceps actionné par un gouvernement pressé d'en finir, le calendrier n'a pu être respecté.

La Belgique nouvelle des compétences est arrivée sans moyens financiers transférés. Et quand cela sera, le mécanisme de l'insuffisance sera enclenché comme le démontrent de nombreuses projections dont l'objectivité semble bien réelle.

Monsieur le Président, nous vivons des moments extrêmement graves pour l'avenir de la Belgique. Je sais, à la suite de conversations de couloirs avec des membres de la majorité comme de l'opposition, que le Parlement en est bien conscient. Ce gouvernement endossera une lourde responsabilité devant l'histoire de notre pays si cette réforme devait échouer, ce que, sincèrement, je ne souhaite pas en tant que bon Belge. (Applaudissements.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Dierickx.

De heer Dierickx. — Mijnheer de Voorzitter, ik ga ervan uit dat er dus over enkele dagen inspanningen zullen moeten worden geleverd om het volksenthousiasme in te tomen. Ik had daarover al een gesprek met mijn vriend en collega, de heer Suykerbuyk. Wij moeten daar tijdig aan denken want het zou wel eens kunnen dat het enthousiasme van het volk over deze historische staatshervorming zo groot is dat de zaken uit de hand lopen.

De heer Suykerbuyk. — Ik heb de heer Dierickx voorgesteld de explosie van de feestelijkheden af te remmen.

De heer Dierickx. — U doet mij te veel eer aan.

Zonder al te cynisch te zijn, meen ik dat deze staatshervorming niet op vreugdekreten zal worden onthaald door de gewone Vlamingen, Walen en Brusselaars, noch door de sociale organisaties en de industriële wereld. Er heerst alleen tevredenheid in een aantal klassieke grote partijen die alles tamelijk goed onder elkaar hebben verdeeld: het land, de macht, de miljarden.

Wel verheugt het mij dat de woordvoerders van PRL en PVV nu dezelfde kritiek uiten op de staatsvorming als wij reeds maanden geleden.

De groene fractie en ikzelf beschouwen de voltooiing van de tweede fase van deze staatsvorming als een grote nederlaag. Wij geven dit toe; wij hebben het onderspit gedolven. Wij hebben in de strijd rond de federalisering van ons land gepleit voor meerpolig federalisme en voor solidariteit in democratie. De groenen hebben het pleit verloren.

Ikzelf ben een Europees federalist. Jarenlang heb ik gestreden voor de federalistische idee. Wat vandaag of morgen zal worden goedgekeurd ervaar ik persoonlijk als een zware klap. Waarom is dit zo? Toen wij in de Europese federalistische beweging streden over het netelige punt, dat steeds opnieuw opdook, namelijk wat de ideale deelstaat van een federalistisch systeem moest zijn, liepen de meningen heel erg uiteen.

Er waren mensen die voorstelden de Staten te nemen zoals ze zijn; anderen spraken over de economische attractiepolen als deelgebieden van de Europese federatie; nog anderen meenden te moeten kijken naar de entiteiten die ontstonden door de voorvallen van de geschiedkundige ontwikkeling. Er waren er ook — onder andere onder leiding van professor Guy Héraud — die voortdurend pleitten *pour l'Europe des ethnies*.

Heel typisch was dat diegenen die *l'Europe des ethnies* verdedigden, altijd zeer welkom waren in rechtse en uiterst rechtse kringen, onder andere in de kringen die niet bijzonder kritisch tegenover de apartheidspolitiek in Zuid-Afrika stonden. Ik zou voorbeelden kunnen geven.

Het moet mij van het hart dat de idee van *l'Europe des ethnies* bij ons vertaald werd in *la Belgique des ethnies*.

De triomf van de idee van de gemeenschap van etnieën is voor mij een nederlaag. Als groenen van Ecolo en Agalev hebben wij gestreden voor het wetsvoorstel op de taalloffelijkheid en de communicatieloyaliteit. Wij hebben van dit voorstel in bepaalde milieus steun gekregen, maar toch hebben we verloren. We hadden een alternatief plan voor een meerpolig federalisme in België, maar ook deze veldslag hebben we verloren. Wij hebben gestreden voor een constitutioneel hof en hebben hierin een beetje voldoening gekregen. Wij waren voorstander van een authentiek democratisch statuut voor Brussel, en ook daar hebben wij in zekere mate voldoening gekregen, maar wij betreuren, en zullen blijven betreuren, dat de idee van de politieke apartheid ook in Brussel ingang heeft gevonden in de vorm van de grondwettelijke bepaling dat er geen tweetalige lijsten voor de verkiezing van de Hoofdstedelijke Raad mogen worden ingediend. Wij hebben gestreden voor een zekere mate van verzoening, maar wij hebben vastgesteld dat vandaag aan de nationalistisch denkende krachten in ons land niet alleen macht, geld en instellingen worden gegeven, maar vooral ook een massa conflictstof. Ook in deze wet op de financiering van Gewesten en Gemeenschappen ligt de conflictstof voor het grijpen.

In dat verband theoretiseer ik enigszins, zoals u dat van mij verwacht. Wat ik ga zeggen is echter niet origineel, maar afkomstig van een Jezuiet die op een bepaald ogenblik de theorie van de structurele leugen heeft ontwikkeld. Ik formuleer het beschaafder en spreek van structurele onwaarheid. Deze theorie werd ontwikkeld door pater Herwig Büchele in het kader van de discussie over het bewapeningsevenwicht tussen Oost en West. Volgens hem is alles wat in dat verband gezegd en beweerd wordt, eigenlijk onwaar, want een bewapeningsevenwicht wordt nooit bewijsbaar bereikt. Er zijn nog andere structurele onwaarheden die wij graag hanteren. Over de omvang van het hinterland van een haven kan men alles beweren, maar niets is echt waar.

Over de grootheid en rijkdom van een Staat of een natie kan men in negatieve of positieve zin alles beweren, maar niets is bewijsbaar. Als wij in de komende jaren zullen praten over de financiële gelijkgerechtigdheid van Vlaanderen, Wallonië en Brussel — en dat is al volop aan de gang — dan verzeilen wij in de structurele onwaarheid. De politici, «et les politiciens» zullen zich daarop storten met wellust. We zullen een eindeloos gekrakeel beleven, omdat de regering, gesteund door christen-

democraten en socialisten, nooit heeft nagedacht over wat federalisme is, maar enkel over hoe ze de miljarden moet verdelen.

Bovendien moeten wij ons afvragen of al deze discussies over de gelijkheid tussen de naties op financieel-economisch gebied eigenlijk wel zinvol zijn. Denken we aan het Marshallplan van na de oorlog. Vonden wij het toen niet normaal dat de Amerikanen geld gaven aan de landen die ze hadden verslagen, precies om de gemeenschappelijke rijkdom te kunnen ontwikkelen? Indien wij generaal Marshall niet geloven, laten wij dan ten minste Montesquieu geloven, die reeds in de 18e eeuw in *Mes Pensées* het volgende schreef: «Un prince croit qu'il sera plus grand par la ruine d'un Etat voisin. Au contraire! Les choses sont telles en Europe que tous les Etats dépendent les uns des autres. La France a besoin de l'opulence de la Pologne et de la Moscovie, comme la Guyenne a besoin de la Bretagne, et la Bretagne de l'Anjou. L'Europe est un Etat composé de plusieurs provinces.»

Zo verstandig was Montesquieu, en zo dom zijn wij aan het worden.

Ik heb altijd gezegd dat het echte federalisme de verrijking, de versteviging, de verdieping, de verfijning is van de democratie en niet de verschraving ervan.

Denis de Rougemont die veel aandacht besteedt aan het probleem van de etnische en linguïstische minderheden in Europa heeft het over regio's die hij omschrijft als «espaces de participation civique». Dat is iets helemaal anders dan «ethnies».

«Le besoin de participation civique peut suffire à lui seul, en l'absence de «problèmes» ethniques et de «défis» économiques, à susciter des projets régionaux sans précédents historiques, tournés vers un avenir où l'homme pourra de nouveau faire entendre sa voix, agir en citoyen libre et responsable dans une communauté à mesure humaine.»

Dit doel werd door deze regering helemaal niet nagestreefd.

Federalisme leidt tot de verrijking van de democratie o.a. om volgende reden: De burger-kiezer heeft niet alleen democratische participatierechten in zijn eigen deelstaat, maar ook in de federale Staat. Hij neemt deel aan de verkiezingen in zijn deelstaat en aan de federale verkiezingen.

Dat geldt in zekere mate in ons land.

Een federaliseringsproces kan echter leiden tot de uitholling van de democratie als het in feite een confederaliseringsproces is, als de deelstaten soevereine Staten worden die slechts diplomatieke betrekkingen met elkaar onderhouden en de democratische relaties tussen de burgers vervangen worden door diplomatieke relaties tussen de Executieven.

Dit gebeurt in ons land door de oprichting van overleg- en samenwerkingsstructuren tussen de regering en de Executieven van de Gewesten en Gemeenschappen.

Daarbij komt dat deze diplomatieke besluitvorming niet wordt omringd door elementen die normaal de democratische besluitvorming begeleiden en verrijken. Er worden geen transnationale enquêtes of plurinationale of -regionale debatten georganiseerd in de massamedia; er is geen openbaarheid van de debatten en van het bestuur; er is geen informatieverstrekking door de media op een gelijke wijze toegankelijk voor de burgers van alle betrokken Staten of deelstaten; er zijn geen over de grenzen heen gestructureerde middelpuntzoekende krachten, zoals partijen en vakbonden die overbruggende standpunten verdedigen en er zijn ook geen politieke acteurs die de mogelijkheid krijgen zich in gelijke mate te richten tot de burgers van alle betrokken Staten en deelstaten.

Niet alleen de democratie, maar de besluitvorming zelf gaat ten onder zodra alle Staten of deelstaten beschikken over een «legaal» of feitelijk vetorecht. Er is sprake van een feitelijk vetorecht, wanneer de Staten of deelstaten «grotesk» verschillend zijn in omvang en macht of wanneer zij, zoals in België, te gering in aantal zijn, dit wil zeggen maar met twee, drie of vier. Dan is er geen sprake van federalisme, maar enkel institutionalisering van nationalisme.

Als nationalisme zich institutionaliseren in een federale Staat, wordt het normale einddoel van de nationalistische actie, namelijk de staatssoevereiniteit, niet bereikt, maar blijven wel alle ingrediënten aanwezig waardoor nationalisme bestaat en zich wederzijds voeden: de valorisering van uiterlijke kenmerken als taal, grondgebied en gewoonten, met politieke doeleinden, onder andere discriminatie en asociale houdingen tegenover mensen die behoren tot andere deelstaten, het streven naar economische machtsposities en het goedpraten van groeps-egoïsme in de concurrentiestrijd met andere Gemeenschappen.

De vraag blijft in welke mate de Belgische staatshervorming al dan niet bijdraagt tot de verrijking van de democratie.

De staatshervorming legt geen rechterlijke of democratische regeling vast voor de oplossing van belangenconflicten tussen Gemeenschappen en Gewesten. Als in ons land een Gemeenschap of Gewest geschaad wordt in een belang, kan dit niet worden opgeworpen of beslecht in een parlementaire assemblee. Het Arbitragehof kan zich alleen uitspreken in bevoegdheidsconflicten. Heel wat materies werden overgeheveld naar de Gemeenschappen en de Gewesten, ook materies die in federale Staten niet worden gefederaliseerd, zoals autowegen, havens en economie. Toch ziet men in dat tal van problemen kunnen rijzen waarbij alle Gewesten zijn betrokken. Die problemen worden niet besproken en geregeld in het federale parlement, maar wel in nieuwe instanties buiten het Parlement.

In het regeerakkoord van Martens VIII wordt op 27 plaatsen gesproken over materies die moeten worden geregeld door samenwerkings- en overlegstructuren tussen de uitvoerende organen. De redevoering die premier Martens op 14 november 1988 in de Kamer hield, is op dit gebied zeer leerrijk. Daarin is er onder meer sprake van jaarlijks overleg tussen de nationale overheid en de Gewesten, van volmachten voor de nationale regering, indien van 1994 af de EMU in het gedrang zou komen, van de nodige overlegprocedures die moeten leiden tot de coördinatie van het fiscaal en begrotingsbeleid na overleg in een commissie van experts, van concertatie tussen de nationale overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten, van verplichte samenwerkingsakkoorden, van een college van scheidsrechters, dat zich zal uitspreken over geschillen in verband met de samenwerkingsakkoorden, en van de maatregelen die moeten worden getroffen om het vastlopen van de procedures in dit college te vermijden, van bevordering van het overleg en de samenwerking en de mogelijkheid subcommissies en interministeriële conferenties op te zetten bestaande uit vertegenwoordigers van het Rijk, de Gemeenschappen en de Gewesten.

In al deze pagina's is er met geen woord sprake van een rol weggelegd voor het Parlement, noch voor de Kamer, noch voor de Senaat, die toch een rol hadden moeten spelen in de bevordering van de goede relaties tussen de drie Gewesten.

Dat er een loopje wordt genomen met de democratie, dat het met de democratie in de toekomst in België niet goed gesteld zal zijn en dat de democratie nu reeds klappen heeft gekregen, wordt bekend door de heer Jean-Luc Dehaene in zijn interview van 7 januari 1989 in *De Standaard*.

Op de vraag van de journalist antwoordt hij: « Het is belangrijk tijd en ruimte te maken om de eerste en de tweede fase op het terrein waar te maken en een soort *fuite en avant* te vermijden in de derde fase, want dan brengt men de staatshervorming een doodsteek toe. De derde fase maakt deel uit van het regeerakkoord en is noodzakelijk om de hele operatie af te ronden, zeker wat de hervorming van het Parlement en het doorbreken van het dubbel mandaat betreft. » Maar nu komt het, geachte collega's: « Maar dat kan niet zonder overleg met en zonder akkoord van het Parlement gebeuren. Hiervoor kan de regering met haar meerderheid niet zomaar een blauwdruk doordrukken. » Dat betekent dat de Vice-Eerste minister ervan uitgaat dat men voor de vorige fase het akkoord van het Parlement eigenlijk niet nodig had.

Wij hebben steeds gestreden tegen het tweeledige of het driedelige federalisme. Wij hebben daarvoor tal van argumenten aangehaald. Collega's hebben ons in de coulissen gelijk gegeven, maar jammer genoeg niet op de tribune.

In *De Financieel Economische Tijd* van 7 december 1988 verscheen een betaalde advertentie van een pagina groot van het Vlaamse Pleitgenootschap bij de balie te Brussel. Daarin zeggen de Vlaamse juristen: « Wanneer de Gewesten tegenover elkaar staan, komen zij in een verhouding van één tegen twee. (Bijvoorbeeld de dienst Buitenlandse Handel telt 15 nationale leden: 5 Walen, 5 Vlamingen, 5 Brusselaars). De triregionale opbouw gaat ook zwaar doorwegen op de paritaire arbitrage op het nationaal vlak. Wie dat niet ziet, is ziende blind. Het beoogde federalisme is een naar buiten afgetopt binnenzakfederalisme zonder het brede uitzicht op een interne Commonwealth dat in een klassiek meerpolig federalisme bestaat, terwijl dit in België niet het geval is zodat ons tweedegraadsfederalisme een belemmering kan vormen voor een directe participatie in Europa. »

Alle samen koesteren wij eigenlijk één hoop, wellicht een illusie, namelijk dat wij, na het ontembare politiek nationalisme niet te hebben kunnen bedwingen met de parlementaire democratie, dit wel te kunnen doen door middel van rechterlijke instanties en technocratische overlegstructuren. Is dat geen gevaarlijke utopie? Wanneer Vlamingen, Walen en Brusselaars in een democratie niet samen kunnen werken zullen wij het dan wel kunnen in technocratie?

Ik heb aandachtig geluisterd naar het merkwaardige verslag van de heer Pouillet. Tussen de regels heb ik gehoord dat hij over deze zaken veel meer nadenkt dan hij hier wil zeggen.

Mijnheer Pouillet, er is één woord dat ik in herinnering moet brengen. U hebt gezegd: « Il y a l'obligation de réussir. » Réussir quoi? Waarin moeten wij slagen? Moeten wij in ons land leren leven met nog minder democratie, met nog minder pluralisme? Durft u beweren dat de rijkdom van het Belgische pluralisme en het ideologisch evenwicht dat op Belgisch niveau aanwezig is, kan worden gereproduceerd in het Vlaamse of Waalse landsgedeelte afzonderlijk genomen? Durft u dat te zeggen?

De heer Suykerbuyk. — Natuurlijk niet! Dat zegt ook niemand.

De heer Dierickx. — Wil « réussir » zeggen dat wij het wantrouwen tussen mensen die andere talen spreken nog meer moeten institutionaliseren? Moeten wij economisch, ecologisch en sociaal nog minder solidair zijn? Moeten wij alleen technocratisch solidair zijn? Moeten wij de technocratische overlegstructuren zo goed mogelijk laten functioneren, buiten elke parlementaire controle om? Is dat de betekenis van « réussir »? Moeten wij aantonen dat een meertalige democratie niet kan functioneren? Moeten wij dat aantonen in het Europese perspectief? Betekent « réussir » dat Europa ondenkbaar is?

M. Pouillet. — Réussir, c'est réussir la coopération.

M. Dierickx. — Mais la coopération européenne existe déjà. Ce n'est pas la démocratie.

M. le Président. — La parole est à Mme Nélis.

Mme Nélis. — Monsieur le Président, il est vain, dans le court laps de temps qui nous a été imparti et tenant compte du nombre et du volume des documents transmis, d'étudier en profondeur, et donc en en pesant toutes les conséquences, ce projet pourtant essentiel qui achève la deuxième phase de la réforme de nos institutions.

Tant la procédure du travail que les délais accordés réduisent le rôle du Sénat à une simple formalité.

Ce projet met en place des structures et des mécanismes essentiels à l'économie de nos Communautés, de nos Régions, de notre pays. Or il contient des imprécisions, des imperfections, des lacunes, des textes peu compréhensibles que les éminents juristes qui composent la commission sénatoriale des réformes institutionnelles auraient pu réviser si notre système bicaméral jouait ici pleinement son rôle.

Il est tout à fait regrettable que, devant un projet aussi déterminant pour l'avenir de nos institutions, le Sénat n'assume pas son rôle de chambre de révision et ne veuille ou ne puisse toucher à aucun texte de peur sans doute de voir s'ébranler cet édifice à l'équilibre fragile si laborieusement construit.

Plusieurs intervenants ont insisté ici à cette tribune sur la nécessité d'entamer la troisième phase de la réforme et donc la réforme du Sénat. Après notre vote intervenu sur le projet de loi du CPAS amendé par la Chambre et sur nos votes à intervenir prochainement, je me pose la question de savoir si nous n'avons pas déjà porté atteinte à la raison même d'exister de ce Sénat.

Confrontée à ce vaste projet, je me suis limitée à étudier les conséquences qui interviendront au niveau des Régions et, plus précisément, au niveau de la Région wallonne.

Tout d'abord, une première remarque: les effets de la réforme fiscale sur l'évolution des recettes de l'impôt des personnes physiques demeurent problématiques et donc l'impact financier réel au niveau des financements reste lui aussi imprécis, du moins lors de la mise en place de la phase définitive.

Cela dit, les études faites par les économistes s'accordent à reconnaître le danger réel pour la Wallonie de recourir à l'emprunt, ce qui provoquerait infailliblement un effet boule de neige. L'IRES a étudié plusieurs scénarios qui mettent en évidence que le système de financement limitera la Wallonie dans la conduite de politiques nouvelles.

En effet, la Région wallonne va bénéficier d'un budget de 87,2 milliards, il y aura un trou à combler de 13,6 milliards pour la gestion des nouvelles compétences. Or ces nouvelles compétences, notamment la politique économique et celle de l'emploi, restent les enjeux fondamentaux pour la Région qui va se trouver confrontée à un choix difficile si elle veut assurer la réorientation nécessaire sans recourir à l'emprunt.

Malgré une conjoncture meilleure, un tableau de bord de l'économie wallonne actualisé à décembre 1988 souligne que la production industrielle wallonne devrait afficher en 1988 un taux significativement supérieur à celui de 1987 mais que cette évolution conjoncturelle est toutefois encore peu sensible dans le domaine de l'emploi: l'emploi industriel wallon a encore régressé de 12,2 p.c. entre la mi-84 et la mi-87, l'industrie continue à supprimer plus d'emplois qu'elle n'en crée, l'évolution favorable des statistiques de chômage relativement faible en Wallonie par rapport à celles du pays étant à mettre à l'actif du secteur tertiaire.

Face à cette situation, le mode de financement apparaît bien aléatoire.

Le système de la période transitoire, d'une complexité telle qu'il est bien difficile d'en saisir les enjeux, est mis en place pour une période de dix ans. Voilà une période bien longue au cours de laquelle les hypothèses retenues en matière de démographie, d'inflation de TVA, de recettes d'impôt peuvent être infirmées. Le jeu de flexibilité du mécanisme mis en place pourrait, au fil du temps, devenir bien contestable.

En ce qui concerne le chômage, qui reste pour la Wallonie une préoccupation majeure, l'article 32 accorde un droit de tirage aux Régions pour chaque emploi à temps plein pris en charge.

Cet article ne prévoit pas de plafond et ne précise guère les conditions d'octroi. Si nous ne pouvons que nous réjouir de la mise en place de cet incitant à une politique dynamique en matière d'emploi, il n'en reste pas moins que rien ne permet d'assurer que ce droit de tirage sera réservé à la création d'emploi et qu'un dérapage à ce niveau s'avérerait préjudiciable à l'équilibre du budget national, précisément davantage menacé dans le domaine de la sécurité sociale.

Des récentes déclarations nous font craindre la rupture de la solidarité nationale, à ce niveau. Pour nous, écologistes, il est impératif que la sécurité sociale conserve sa compétence nationale car elle constitue la démonstration d'une véritable solidarité et assure, dans ce domaine, un certain équilibre à l'ensemble des habitants du pays.

Un problème qui préoccupe encore les écologistes, dans ce projet, est le transfert du Fonds des communes aux Régions, non pas tant pour le principe de ce transfert que pour les conséquences qu'il peut entraîner.

Face à sa situation budgétaire, la tentation de la Région ne sera-t-elle pas de la répercuter sur les finances des communes? Or, pour nous, il est, au contraire, essentiel que l'autonomie communale soit renforcée et nous voyons donc là un écueil possible, qui nous paraît inquiétant.

Je voudrais m'arrêter un moment au problème de l'agriculture. Nous avions souhaité sa régionalisation lors du transfert des compétences mis en place par la loi du 8 août 1988. Les spécialistes de chaque Région, les problèmes propres à chacune d'elles, le poids prépondérant du nord du pays, dans ce secteur, le justifient amplement. Récemment, des tensions et des situations conflictuelles sont apparues dans ce secteur et ont mis en évidence les limites des procédures de concertation et leur peu d'efficacité pour aplanir les différends.

Or, avec ce projet, il reste malheureusement trop de sources de conflits possibles. Une série impressionnante de procédures prévues démontrent peut-être l'imagination du gouvernement, en la matière, mais elles nécessiteront une grande perspicacité pour se retrouver dans les dédales des mécanismes proposés, que ce soit la Cour d'arbitrage, les procédures de concertation, d'association ou d'information. Que n'a-t-on prévu un système de hiérarchie des normes qui aurait réduit les occasions de litige?

Pour terminer, je voudrais soulever un point sur lequel Mmes Delruelle et Herman sont déjà intervenues: le problème du transfert des fonctionnaires.

Je ne m'y arrêterai pas longuement puisque d'autres l'ont fait avant moi, mais ne faut-il pas dénoncer le manque de préparation, de clarté, de précision dans ces transferts? Ce personnel constitue l'armature de nos administrations dont dépend leur bon fonctionnement et leur efficacité. Il a droit à plus d'égard et ne peut rester incertain sur le sort qui lui est réservé. On sait que les changements suscitent toujours des appréhensions, des craintes et des difficultés.

Alors que les transferts d'argent ont été chiffrés, au franc près, avec force minutie, le transfert de plusieurs milliers de fonctionnaires n'est pas réglé et ne le sera qu'au fil du temps, des mois, voire des années. Qui peut le dire? Il y va pourtant du rétablissement d'un climat serein, indispensable à la bonne marche de nos administrations.

Voici les quelques réflexions que je voulais faire, à propos de ce projet de loi, qui va modifier profondément le cadre politique de ce pays.

La question qui se pose aux écologistes est de savoir si demain, ce fédéralisme rapprochera le pouvoir du citoyen, lui permettra de mieux se sentir concerné par nos institutions, mieux aidé, mieux défendu. Nous ne le croyons pas et nous ne pouvons donc nous rallier à ce projet. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Duquesne.

M. Duquesne. — Monsieur le Président, «le siècle ouvrira l'ère des fédérations ou l'humanité recommencera un purgatoire de mille ans» écrivait Proudhon, au siècle dernier, dans son ouvrage sur le principe fédératif.

Pour nous, il était grand temps d'y songer mais de quelle manière fallait-il l'envisager?

Le projet qui nous est présenté est, en soi, illisible. Des débats longs et souvent fastidieux n'ont malheureusement pas toujours apporté des réponses claires. Les rapports de la Chambre et du Sénat, pour la rédaction desquels les rapporteurs et le personnel de ces deux assemblées ont fait des prouesses mais, bien entendu, pas des miracles, n'ont pas permis de répondre, de manière satisfaisante, aux questions essentielles.

Quelle sera l'évolution des masses? Qu'en est-il très exactement de l'évolution du solde net à financer? Quelles ont été

l'importance, la mesure et la nature des marchandages qui sous-tendent ce projet ?

Qu'en est-il exactement, de manière chiffrée, des effets camouflés au cours des premiers mois de mise en œuvre de la réforme ?

Le travail a malheureusement été bâclé alors que nous avions, dès le mois de juillet, posé un certain nombre de questions. On a voulu, durant plusieurs mois, se réserver le temps d'une longue respiration pour nous conduire ensuite à la cravache.

Récemment, nous venons de connaître, en commission, un épisode exemplaire de cette méthode de travail. C'était à propos de l'ancien article 68bis, devenu l'article 72. Nous avions indiqué que pour rendre compte de la convention collective intervenue au niveau des services publics il avait tout d'abord été procédé, à la Chambre, à l'incorporation des montants nécessaires et, très curieusement, selon une procédure inverse, un amendement tendant à retarder l'incorporation de la convention jusqu'au moment de sa signature effective, fut déposé ensuite sur le bureau des deux assemblées.

Nous avons indiqué que l'amendement, tel qu'il était rédigé, allait occasionner des difficultés techniques qui pourraient, à la limite, entraîner une insuffisance de moyens pour les Régions.

Au moment de l'observation, en raison de la curiosité de cette procédure de travail, qui veut que les deux Chambres ont quasiment travaillé simultanément, il était encore possible d'obtenir de la Chambre une correction du texte. Il n'y avait derrière cela aucune polémique, aucune arrière-pensée politique. Notre proposition a été refusée; nous aurons donc ce curieux article 72. Espérons qu'il n'entraînera pas trop de difficultés !

Alors que nous vivons dans ce pays de la consultation et de la concertation, alors que nous attendons cette réforme — certains d'entre nous l'attendent depuis plusieurs dizaines d'années —, on a voulu nous conduire à la cravache et on n'a pas procédé à un certain nombre de consultations qui eussent été le moyen le plus sûr de faire, de cette réforme, quelque chose dont nous serions fiers.

On aurait pu interroger la Cour des comptes, réunir la commission du Pacte scolaire, avoir des contacts avec les experts de la Banque nationale, consulter le Conseil national du travail ou le Conseil central de l'économie, établir un contact avec le Comité général de consultation syndicale, dialoguer avec l'Union des villes et des communes, le Bureau du plan, le Conseil national de la politique scientifique, la Commission bancaire, le Secrétariat permanent de recrutement, les experts des universités, institutions dont on a justifié — pas toujours de manière unanime — l'utilité. Au moment où il s'agit de prendre des décisions essentielles, elles deviennent quantité négligeable.

On n'a pas voulu non plus qu'une commission parlementaire, prenant le temps de faire du bon travail, puisse faire la synthèse des travaux antérieurs et des avis qui auraient été demandés, afin d'être capable de mesurer réellement les conséquences de la réforme. On a même refusé la proposition de Mme Herman relative à une commission d'expertise qui aurait évalué ses résultats.

Enfin, pourquoi en tout cela — nous l'avons constaté à la manière dont nos amendements ont été accueillis — a-t-on considéré les libéraux comme des pestiférés qu'il n'était question, d'aucune manière, d'associer à cette réforme alors que souvent, dans l'histoire de ce pays, ils ont fait preuve — je suis fier de le dire — de leur sens de l'Etat ?

De surcroît, ce projet est incompréhensible pour le citoyen, ce qui est très dangereux pour la démocratie. Quand des citoyens ne savent plus à quoi servent ceux qui sont appelés à les représenter et que, parfois, ceux qui les représentent se demandent très exactement ce qu'ils font, on court le risque d'un important déficit démocratique.

En conclusion, dans l'esprit des promoteurs, il s'agit, pour l'essentiel, d'une manœuvre politique de partage du pouvoir : le parti socialiste en Wallonie, le CVP en Flandre, le PSC n'ayant d'autre ambition que d'occuper le pouvoir. Il le fait d'ailleurs depuis la guerre; son costume est devenu celui d'Arlequin.

Les socialistes, au moins, veulent l'exercer. Leur évolution est d'ailleurs intéressante : M. Spitaels est au centre, M. Philippe Moureaux parle de l'utilité des économies, M. Ylief de la rigueur, de l'imagination, de la sérénité et de la fin d'expériences malheureuses, et M. Busquin, en matière de sécurité sociale, de la maîtrise des dépenses.

Pour maintenir ces positions, les socialistes doivent parler un langage plus libéral, mais leurs démons sont toujours présents, même s'ils sont moins visibles et menaçants pour la Région et la Communauté : la bureaucratie, la fiscalité, la politisation, le goût insatiable pour les structures, souvent au mépris des réalités, mais surtout leurs illusions. On pourra faire plus et mieux avec moins. Je crains que la réalité se venge. Un franc est un franc et, si l'intendance ne suit pas, aucune stratégie n'est possible.

Quelles sont les conséquences de tout cela ? Des citoyens désintéressés, des incertitudes sur l'essentiel, c'est-à-dire les conséquences chiffrées, une imprécision juridique qui sera source d'insécurité, une complexité inutile — de bonnes institutions sont claires et transparentes — et, enfin, une longue et difficile période de mise en place, alors que se profile le grand défi de 1993.

Ces regrets ne mettent pas en cause la nécessité d'une organisation fédérale et cela, par réalisme. Que n'avons-nous pas connu — je l'ai personnellement expérimenté pendant une courte période ministérielle — de conflits stériles autant que coûteux et de compromis incohérents !

Depuis 1960, on a nié la nécessité d'un aménagement de l'Etat comportant trois éléments essentiels : une indispensable décentralisation, la consécration du fait communautaire et culturel et, enfin, la répartition équilibrée des ressources et de la solidarité. Depuis 1960, existe une grande diversité de revendications mêlées, privilégiées, ou sacrifiées selon les opportunités du moment. Je pense à la revendication linguistique qui fut une réaction historique et une lutte contre les complexes. C'est aujourd'hui un combat dépassé, qui peut arrêter le flux et les échanges de langues et de cultures. Autres exemples : l'autonomie culturelle, qui est un combat justifié pour l'identité ou l'authenticité et l'autonomie régionale, qui est l'expression de la lutte contre les difficultés par l'illusion que constitue le fait de prétendre que tout est de la faute des Flamands. On peut également ajouter à la liste les calculs politiques — le parti socialiste espérant la majorité en Wallonie, le CVP en Flandre et le FDF à Bruxelles — et les intérêts de partis, qui justifient ainsi leur existence; certains sont déjà morts, comme le Rassemblement wallon, et d'autres doivent craindre pour leur vie, je pense à la Volksunie et au FDF.

M. Pécriaux. — Vous taquez le parti socialiste; parlez donc du PRL !

M. Duquesne. — Si quelqu'un doit parler du PRL, je crois, en effet, que je puis être celui-là. Je vous remercie de cette délicate attention, monsieur Pécriaux !

Je voudrais encore mentionner les intérêts financiers qui se cachaient derrière tous ces conflits, les multiples compensations et pactes coûteux, ainsi que les symboles et alibis servant à cacher les autres calculs. Je pense à l'affaire Happart, dont le résultat est le suivant : José Happart n'est plus bourgmestre, les Fourons sont soumis à la tutelle flamande, un échevin néerlandophone siège au collège et on a procédé à des chambardements inutiles dans les autres communes à statut spécial. Mais le PSC est ravi puisque la majorité a changé, ce qu'il souhaitait.

Quelle ambition pour une formation politique ! Le PS voulait revenir au pouvoir, à tout prix, en ayant recours au remède miracle du fédéralisme radical.

Conséquence de tout cela : un compromis mal négocié. On a donné au CVP et à la Volksunie l'essentiel de ce qu'ils voulaient sans leur en faire vraiment payer le prix.

Je viens d'évoquer l'affaire Happart. J'étais membre du mouvement « Wallonie, Région d'Europe », non parce que j'avais, avec l'ancien bourgmestre de Fouron, des affinités particulières,

mais parce que j'estimais que la Wallonie, la nouvelle Belgique et l'Europe avaient besoin d'hommes de caractère. Son président ne correspond plus à cette définition et ce mouvement est dès lors, et fort malheureusement, devenu un instrument politicien et partisan. Je ne dois pas le quitter, c'est lui qui s'est séparé de moi.

M. Pécriaux. — Quelle perte!

M. Duquesne. — Enfin, cette réforme va en sens contraire de ce qui se fait partout. Il s'agit, chez nous, d'une évolution vers le confédéralisme, au moment même où se développe l'unification européenne. Tant aux Etats-Unis qu'en république fédérale d'Allemagne, on a organisé la cohérence du système, en établissant une hiérarchie des normes et en prévoyant des actions de solidarité ayant des objectifs communs, ainsi qu'une intervention prioritaire du gouvernement fédéral. J'ai pu le vérifier — même dans le domaine de l'enseignement — en assistant à certaines réunions internationales.

Je voudrais maintenant procéder à l'analyse du projet de loi, et ce en douze points.

En premier lieu, je soulignerai que ce projet est d'une complexité inutile et hypocrite. Ces complications ont été voulues; elles permettent, en effet, de cacher certaines réalités. Les citoyens en mesureront trop tard les conséquences désastreuses. De plus, les neutralisations et les compensations au cours des premières années, très précisément durant la présente législature, mettront le gouvernement à l'abri de ces réalités. On pourra même dénoncer les oiseaux de mauvais augure! Il faut, en effet, accréditer en Wallonie l'illusion du miracle fédéral du point de vue financier.

Ma deuxième observation concerne le principe des vases communicants. Par rapport à la situation actuelle, les moyens de la Wallonie et de la Communauté française diminueront, alors que ceux de la Région et de la Communauté flamandes augmenteront. L'explication en est simple. En effet, d'une part intervient le transfert interrégional, qui nous a été expliqué par les ministres, pour la première masse, c'est-à-dire la masse des nouvelles compétences; d'autre part, interviennent les bonis pour la Flandre, garantissant aux Wallons, pour le fonds des communes et pour les anciennes dotations, un montant équivalent à celui attribué à l'heure actuelle.

Ma troisième observation a pour objet ce que j'appellerai « le truc », entendez la débudgétisation partielle pour les dépenses courantes. On aurait pu parler simplement de 2 p.c. mais on a préféré un mécanisme compliqué. On organise un endettement obligatoire pour la Région wallonne, avec ses charges, alors que l'on sait que ses moyens s'amenuisent.

Ma quatrième observation a trait à l'évolution du solde net à financer. En la matière, en quelque sorte, Lavoisier est battu. M. Dehaene a fait à ce sujet une déclaration admirable mais étonnante, à savoir que les dépenses augmentent, mais que cette augmentation a un effet favorable sur l'évolution des finances publiques. Il est vrai — on le dit peu — que, parfois, les choses s'améliorent sans intervention gouvernementale.

Il est possible, même en l'absence d'une politique déterminée, qu'une évolution positive, une croissance favorable du produit national et des taux d'intérêt à la baisse parviennent à eux seuls à enrayer le fameux mécanisme de la « boule de neige ». Diverses hypothèses, divers scénarios émanant du gouvernement et de la Banque nationale, ont été avancés. M. Hatry y reviendra. Mais, à l'exception de Mme Delruelle, personne n'a souligné la conclusion de la Banque nationale, qui se demande, à juste titre, où se trouvent les garanties et les mécanismes qui permettront la mise en pratique de cette politique et la réalisation de ces hypothèses.

De toute manière, il est clair que, même en acceptant ces hypothèses, on retarde l'assainissement des finances publiques. La croissance importante des finances publiques se poursuivra et l'endettement élevé sera maintenu, ce qui est tout à fait normal, compte tenu des mécanismes. En effet, on effectue un transfert interrégional. Les masses restent équivalentes. Pour la Région flamande, les bonis constituent un « plus ». Pendant la

période transitoire, pour les Régions et les Communautés, une croissance zéro est prévue, c'est-à-dire une participation égale à l'assainissement. Les dépenses courantes débudgétisées constituent, quant à elles, un « moins », car il n'est pas nécessaire de financer immédiatement. Quant aux mécanismes de réduction dans l'enseignement, ils constituent, eux aussi, un « moins », tout le monde le reconnaît.

Ma cinquième observation vise ce que je qualifie de « mauvaises surprises ». Chacun sait — et tous les francophones le reconnaissent — que nous ne disposerons malheureusement que d'une marge de manœuvre négative en Wallonie et en Communauté française, avec une masse « clichée » adaptée seulement à l'inflation. Que se passera-t-il si le rythme des dépenses est supérieur à l'inflation? Et lorsqu'on considère les discussions budgétaires depuis des années sur le plan national, on remarque que cela a toujours été le cas.

Cette hypothèse n'est pas théorique si l'on pense à la convention collective qui vient d'être négociée dans les services publics.

Que se passerait-il — je ne le souhaite pas, bien entendu — si nous connaissions à nouveau des sinistres économiques comme ceux que nous avons vécus à Cockerill, Tubemeuse, Cuivre et Zinc?

Qu'en serait-il alors des initiatives nouvelles, dont chacun veut nous laisser l'espérance, pour lutter contre l'échec scolaire, développer des centres d'enseignement à horaire réduit, revaloriser l'enseignement maternel?

Ma sixième observation concerne ce que j'appellerai le miracle permanent. Les seules issues pour les Régions sont la rigueur et l'imagination qui, dans les faits, se traduisent malheureusement par l'austérité permanente ou l'endettement, ou encore la fiscalité complémentaire.

Le problème est encore plus grave pour la Communauté française. Comme l'a précisé le gouvernement, les recettes sont constituées pour 75 p.c. environ par la TVA. Il ne s'agit là que d'une référence. La masse globale est en diminution constante.

Quelque 25 p.c. sont constitués par les impôts des personnes physiques, qui ne connaîtront pas d'additionnels pour la simple raison qu'à Bruxelles cette taxation supplémentaire pourrait provoquer un drame. On peut, en effet, imaginer la surenchère qui se produirait sur le plan fiscal si l'une ou l'autre Communauté décidait d'accroître ses moyens par ce biais. Pour beaucoup le choix de l'appartenance à l'une ou l'autre Communauté serait fondé sur un choix fiscal et non plus linguistique.

Trois pour cent sont constitués par les redevances radio-télévision.

Il n'est pas possible non plus d'imaginer un transfert de la masse des compétences classiques de la Communauté, qui représente à peu près 36 milliards, vers l'enseignement.

Qui oserait proposer, aujourd'hui, en Communauté française de réduire les dépenses en matière sociale ou de radio-télévision? Nous ne pourrions même pas, comme dans la Région néerlandophone, opérer des transferts de la Région vers la Communauté, puisque la fusion n'est pas envisagée.

La seule issue est donc l'endettement ou l'austérité. MM. Wathelet, Ylief et Moureaux rétorquent que les Wallons doivent faire preuve d'imagination et qu'ils en sont capables.

Imaginons un Boeing 747 qui doit quitter Zaventem et dont les techniciens annoncent au commandant de bord que la quantité de fuel est insuffisante pour assurer la traversée de l'Atlantique. M. Wathelet, qui est du voyage, leur répond: « Il n'y a aucun problème. Avez-vous observé les passagers? Les merveilleux Wallons et ces merveilleux francophones qui se trouvent dans cet avion sont tellement optimistes et sûrs d'eux-mêmes qu'ils termineront la traversée à la nage. » (*Sourires.*)

L'enseignement constitue un problème colossal. La clé de répartition est défavorable aux francophones.

Malheureusement, « le coq a chanté trois fois » puisqu'à trois reprises, la clé a été toujours plus défavorable aux francophones.

M. Borin. — Vous connaissez vos classiques!

M. Duquesne. — Nous assistons à une diminution progressive des moyens pendant la période transitoire.

La dénatalité a été calculée à concurrence de 80 p.c. et l'on nous présente ce mode de calcul comme un cadeau royal. Or, chacun sait qu'une dénatalité de 100 entraîne une réduction des dépenses de 50, ce qui laisse apparaître des dépenses non couvertes de l'ordre de 30 p.c.

Elle a été calculée également sur base de tous les jeunes de 0 à 18 ans, sans tenir compte ni de ceux qui, pour des raisons légitimes ou autres, ont été retardés, ni des étudiants universitaires. Nous plaçons cependant pour que les universités voient leurs effectifs s'accroître dans l'intérêt même de notre avenir. Nous pouvons d'ailleurs constater que ceux-ci se maintiennent, à l'heure actuelle, à raison des présences féminines.

Qu'a-t-on fait du calcul des effets de la revalorisation barémique impliquant chaque année une augmentation des charges de 0,7 p.c., des effets des conventions collectives ou encore des effets des initiatives nouvelles? C'est l'étranglement, l'organisation d'un Val-Duchesse permanent. Chacun se replie sur ses bases et calcule en fonction de ses intérêts lorsque les moyens sont limités. Une telle attitude risque de rompre la paix scolaire.

Etant donné la diminution de près de 36 milliards, prévue dans l'enseignement pour la Communauté néerlandophone, M. Van Rompuy, à la Chambre, s'inquiétait de savoir si les bonis obtenus grâce à cette réforme seraient suffisants pour pallier cette réduction des moyens. Rien de tel évidemment pour la Communauté française. De surcroît, comme les nouvelles institutions voudront probablement justifier leur utilité, nous risquons de voir les écoles transformées en laboratoires, ou la « réglementation aiguë » aggravée encore alors que nous croulons déjà sous le poids des réglementations, à l'instar de l'albatros aux ailes si grandes qu'il ne peut plus avancer. Imaginez donc 700 barèmes différents à titre d'exemple.

Au moment où se construit le grand marché européen, le véritable défi pour l'enseignement réside dans la qualité, je dirais même dans l'excellence face à nos grands compétiteurs. Comment y arriver?

Le ministre français de l'Education nationale ne l'a pas dit dans un long discours; il l'a démontré dans les actes en augmentant de manière considérable les moyens destinés à son département. Calme et sérénité sont aussi nécessaires. Je crains que ce ne soit pas là l'avenir que l'on nous réserve.

Avant d'en terminer avec le chapitre de l'enseignement, je voudrais encore formuler deux observations. N'est-il pas piquant, au moment où, à cette tribune, nous vantons les mérites de la reconnaissance communautaire et régionale et du respect des minorités, on se contente de dire que les Germanophones sont, pour l'instant, « en l'air », pour reprendre l'expression consacrée. On a réparti les moyens financiers pour une part au niveau de l'Etat national, pour une autre au niveau de la Communauté française. Qui est encore compétent juridiquement à l'heure actuelle? Le gouvernement n'a pas répondu clairement à cette question mais il me paraît que, jusqu'à nouvel ordre, du moins, c'est toujours le gouvernement national.

Pourquoi les moyens ont-ils été partagés? Quand viendra enfin ce projet de loi que l'on nous annonce et qui, ne serait-ce que par délicatesse à l'égard de la plus petite communauté de notre pays, aurait dû être concomitant?

Enfin, nous venons de l'apprendre, nous aurons un ministre de plus et l'enseignement sera ridiculement mutilé. La continuité sera brisée, car l'on verra désormais dans toutes ces écoles où cohabitent l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire, se dresser une espèce de frontière.

On ne nous en dit mot, mais je n'ose penser à ce qui pourrait se passer au niveau des bâtiments scolaires si, là aussi, on répartit les compétences, octroyant des responsabilités à un troisième ministre, alors que le maintien des infrastructures au niveau de la Communauté française, plutôt la régionalisation, trouvait sa justification dans leur lien étroit avec les matières de l'enseignement. Plus ridicule encore serait de partager les infrastructures entre deux ministres.

Je n'ose penser au risque d'une concurrence permanente sur le plan scolaire, pas plus qu'à ce que sera notre représentation internationale. Nos ministres nationaux et les ministres de chacune des Communautés pourront se rendre en minibus aux réunions européennes et l'on pourra enfin dire que la Belgique est un petit pays qui voit grand! (*Sourires.*)

Ma septième observation a trait à ce que je qualifierai de nouvelle cuisine: une grande assiette, un petit contenu!

La philosophie du système consiste en un maximum de pouvoirs réglementaires, en l'absence de hiérarchie de normes et en une masse budgétaire largement « clichée ». Notons la différence entre l'autonomie financière qui permet de dépenser comme on l'entend et qui entraîne la responsabilité financière, puisque nous allons vers la répartition de l'impôt des personnes physiques, et l'autonomie fiscale dont on peut dire qu'elle n'existe que de manière limitée. De ce point de vue et compte tenu de ce qui risque de se passer, je m'en réjouis.

Ces masses s'apparentent donc davantage à un système de dotations. Il suffit de rappeler, à cet égard, ce que je viens de dire voici un instant en ce qui concerne la structure des moyens de la Communauté.

En conséquence, tous pouvoirs avec des bonis inutiles à la Flandre et une marge négative à la Wallonie; avec maintien, sur le plan national, pour le financement de ces fameux bonis, d'une fiscalité excessive, non seulement pour les bénéficiaires, mais aussi pour les autres, en l'absence d'une véritable solidarité interrégionale.

Enfin, si la fiscalité et les emprunts sont encadrés, qui pourra, politiquement, assumer la responsabilité de cet encadrement? Imagine-t-on une majorité se dessiner au Parlement, au gouvernement national, les ministres d'une même Communauté décidant de prendre une attitude contraire à celle adoptée par les leurs dans leur Région?

Si nous sommes tous capables de faire preuve de courage, il n'en est guère, je pense, qui soient tentés par le suicide!

Pourquoi, voulant limiter la fiscalité, n'est-on pas allé plus loin, monsieur le ministre, en ce qui concerne l'application de l'article 110, paragraphe 2, permettant de prévoir des exceptions? Pourquoi s'est-on limité à légaliser le *non bis in idem*? Pourquoi est-on si vague en matière de pression fiscale globale et pourquoi M. Dehaene a-t-il parlé si longuement des multiples possibilités offertes par l'article 113, à savoir les rétributions et les impôts qui peuvent affecter un certain nombre d'organismes dépendant de la Région?

Ma huitième observation a trait aux fausses solidarités de différents types: les compensations initiales pendant la période de transition compensées par des bonis ou des transferts, par une fiscalité au plan national qui fait que le bénéficiaire du transfert contribue financièrement à son octroi; les interventions de solidarité financées par un impôt national, le transfert obligatoire d'une partie de la dette sans tenir compte — ce qui eût été une véritable solidarité — des capacités financières contributives respectives de chacune des Régions.

Un autre manque de solidarité découle du système artificiel, suite à la dénatalité du comptage des étudiants, ce qui donnera un boni à la Flandre, des avantages aux Flamands à Bruxelles avec la clé de répartition 80/20, et les mécanismes de 0 à 18 ans. Enfin, prétendue solidarité, limitée d'ailleurs à l'université pour les étudiants étrangers, alors que l'enseignement supérieur non universitaire appelle aussi cette solidarité de même que demain peut-être, les écoles secondaires en raison de l'Europe en construction.

Il n'a pas été tenu compte non plus, dans les universités, à la suite d'un choix délibéré, que certaines orientations d'études sont plus coûteuses. Il y a aussi les écoles rurales dont mon collègue Bock a parlé ce matin.

Enfin, on a fait payer cher aux francophones, politiquement à leur donner de véritables complexes, cette notion de solidarité. Or, pour une masse actuelle de 375 milliards, pour les Communautés, l'effort de solidarité sera inférieur à 1 p.c.

Ma neuvième observation porte sur l'arbitraire des chiffres qui ne tiennent pas compte de certaines évolutions en Wallonie en ce qui concerne l'endettement et la fiscalité.

Je vous ai posé la question plusieurs fois, monsieur le ministre, et vous m'avez dit que vous avez préféré un mécanisme institutionnel plutôt que des données chiffrées. Je ne demande pas donc d'insérer des chiffres dans les textes, mais pourriez-vous nous dire ce que vous considérez être la marge de divergences acceptable, sinon raisonnable, entre les Régions? Quel est le niveau de l'endettement qui serait supportable pour la Wallonie et la Communauté française? Quelle pourrait être la sanction du non-respect des mesures proposées par la section spéciale du Conseil supérieur des finances et arrêtées par le gouvernement?

Quid des conséquences imprévues? Les Travaux publics ont été transférés aux Régions. Le contentieux en ce domaine se chiffre en centaines de millions.

Que se passerait-il demain si, une décision imposant une charge considérable intervenait pour un contentieux ancien?

La ventilation opérée pour les crédits s'apparente fort au *Vogelpik*. C'est ce qui a été démontré lors des discussions tant à la Chambre qu'au Sénat.

En réalité, il s'agit d'un énorme marchandage. Pourquoi n'en donne-t-on pas les termes exacts? Bien que le secrétaire d'Etat, en commission, m'ait promis des tableaux précis à cet égard, je n'ai pu lui arracher que la reconnaissance des compensations des grandes villes et du *Liefkenshoek-tunnel*.

Quant aux fameux 468 francs, de quoi s'agit-il exactement?

J'ai relu le rapport de la Chambre. La première partie de l'explication était claire. On a divisé par le nombre d'habitants, la différence entre les dotations qui comportaient pour une part la superficie, l'impôt et la population.

Il a été tenu compte, a dit M. Dehaene, de la superficie qui est l'élément le plus important en matière de solidarité.

Comprenez que pourrai... Nous avons eu une discussion au Sénat, mais nous n'avons pas reçu de réponse claire. Je crains qu'il n'y ait derrière tout cela un certain nombre de choses que l'on n'ose pas dire ou que l'on ne veut pas dire, surtout quand il est question de solidarité réversible.

Ma dixième observation vise l'insécurité juridique. Je ne citerai qu'un exemple: les fameuses juridictions nouvelles qui seront établies par cette loi à majorité spéciale sont en réalité des juridictions sinon d'un «troisième type», d'un type nouveau puisqu'elles recourent à l'arbitrage en refusant l'exequatur qui est le contrôle du respect des dispositions essentielles de notre ordre juridique. Carpe, je te baptise lapin. On en fait des juridictions. Pourquoi n'a-t-on pas gardé ce qui caractérise les juridictions, c'est-à-dire la possibilité des voies de recours permettant les vérifications essentielles en ce qui concerne l'ordre public?

Que dire de toutes les notions dont certaines sont avancées avec hardiesse sans donner de réponses satisfaisantes aux juristes classiques. De nouveaux types d'études de droit pour ce nouveau type de juridictions seront à prévoir.

Quid de l'exécution forcée à l'égard des pouvoirs publics? *Quid* de l'autorité de ces décisions à l'égard des tiers? C'est l'organisation de véritables juridictions d'exception. J'ai dit que, de manière générale, la réforme pouvait être comparée à un enfant, pas très beau, mais ici, je le trouve monstrueux; nous aurons l'occasion de nous en expliquer, lundi prochain.

La onzième observation est relative à ce que j'appelle la «paix armée». Va-t-elle permettre la pacification tant espérée? Non, parce que certaines décisions doivent encore être prises au plan national, par exemple dans le domaine de l'enseignement, en matière de fiscalité, d'emprunts, de concertations volontaires.

Nous en avons dénombré au moins vingt-quatre plus toutes les concertations volontaires. C'est dire que l'on maintient un certain nombre d'abcès de fixation, surtout quant à l'esprit, on donne des pouvoirs exclusifs, avec des masses budgétaires arrêtées, dont l'évolution est mécanique. C'est ainsi que l'esprit de solidarité active disparaît en décidant, par exemple, de mener ensemble des opérations conjointes en vue d'un objectif com-

mun, comme en Allemagne, ou avec une hiérarchie des normes pour préserver les solidarités essentielles ainsi que notre efficacité.

La douzième observation concerne ce que j'appelle la «longue marche». Sommes-nous arrivés à un point d'aboutissement? Je ne le crois pas. Ouvrez vos journaux, suivez les débats intéressants entre Jan Gabriëls et Herman Van Rompuy à propos de la troisième phase de la réforme de l'Etat. Analysez dans les débats tant à la Chambre qu'au Sénat les tentations exprimées en ce qui concerne la sécurité sociale très clairement, nettement et fermement par certains, de manière plus hypocrite par d'autres.

On peut toujours nous expliquer qu'il n'y a pas de risques, mais M. Dehaene à la Chambre a quand même déclaré que s'il devait y avoir une application différente des règles de sécurité sociale, il faudrait y remédier, mais il n'a pas indiqué comment. C'est ainsi que s'enclenche un processus.

Il est d'autres matières où il eût peut-être été plus justifié de procéder à une régionalisation. En matière d'agriculture par exemple, beaucoup de compétences sont déjà transférées au plan européen. Finalement l'échelon national est un handicap, en tout cas pour ma région. En Haute-Ardenne, région où je vis, les quotas laitiers et la brucellose sont des problèmes aigus qui ne peuvent être traités comme dans les autres régions du pays.

Pourquoi n'en resterons-nous pas là? En raison des évolutions extérieures, avec l'Europe en construction, d'ores et déjà compétente dans de nombreux domaines faisant l'objet des transferts de compétences, la structure unitaire des relations extérieures ne pourra pas être maintenue.

Il faudra bien aborder un jour la question de l'article 68. Le problème des relations extérieures devra être réglé.

Dans ce domaine, il y aura une évolution importante. Lorsque j'étais ministre, j'ai constaté que la Communauté européenne s'occupait de plus en plus des matières d'enseignement. Comment s'établira demain, alors qu'on a voulu le droit à la différence, le contact avec les Communautés française et flamande? Certainement pas, je l'espère, par le biais d'un ministre national des Relations extérieures!

Jusqu'à présent, j'ai été tout à fait sérieux. Vous me permettez une synthèse souriante car les francophones doivent garder le sens de l'humour; c'est au moins ce qui leur restera!

L'actuelle phase de la réforme de l'Etat peut être résumée en quelques titres de films: l'opération de déminage de M. Dehaene: *Un taxi pour Tobrouck*; la formation du gouvernement: *Le jour le plus long*; les premiers travaux que nous avons connus: *La fièvre du samedi soir*; l'accouchement et la naissance en présence des ministres des réformes Dehaene, Moureaux et Dupré: *Trois hommes et un couffin*; le début de la mise en œuvre de la réforme où tout est neutralisé et aseptisé — la joie donc! —: *La boum*; la fin de la période transitoire pour la Région wallonne et la Communauté française: *Les deux orphelines*; la période définitive pour la Région wallonne et la Communauté française: *Les misérables* et, enfin pour l'Etat belge: *2001, l'odyssée de l'espace*. (Sourires.)

Plus sérieusement, je veux, en conclusion, faire preuve d'optimisme et d'espoir.

C'est la dernière fois, en ce qui me concerne, que je parle de l'avenir des Communautés et des Régions en termes prospectifs. Sénateur coopté, je ne serai pas, pour un temps, associé directement à leur mise en place. Leur sort institutionnel est scellé. Leur avenir leur appartient. Je ne suis pas un nostalgique. De plus, si je suis encore attaché à mon pays, je le suis aussi à ma Région et à ma Communauté. Simone Veil écrivait dans *L'enracinement*: «Chaque être humain a besoin d'avoir de multiples racines. Il a besoin de recevoir la presque totalité de sa vie par l'intermédiaire des milieux dont il fait naturellement partie.»

Je suis bien sûr déçu. L'enfant aurait pu se présenter mieux; les forceps l'ont abîmés; il n'est pas beau; espérons qu'il soit intelligent!

M. Dehousse. — Et viable!

M. Duquesne. — Espérons qu'il soit viable, en effet, et bien né. Bon vent, malgré tout, à tous ceux qui vivent en Région wallonne et en Communauté française; bon vent aussi à nos amis du nord. Beaucoup reste à faire. Les réalités se vengent des hommes politiques et de leurs illusions. Avec nos amis, demain, nous nous emploierons à améliorer le sort de nos concitoyens car, en fin de compte, c'est le plus important.

Parfois, au cours de ces débats, on a l'impression de vivre dans un laboratoire ou une clinique. Les gens de chez nous ne comprennent pas souvent ce qui est en train de se passer et encore moins les enjeux. A cet égard, ils ont souvent été trompés dans le passé.

Aujourd'hui, les dés sont jetés; un certain mal est fait. A nous d'essayer de ne pas les décevoir une nouvelle fois.

Vouloir un avenir, c'est déjà s'engager sur le chemin de l'espoir et du renouveau. C'en est fini, pour chacun, de l'égoïste formule: «L'Etat, c'est moi.» L'avenir en Belgique appartiendra désormais à chacun; espérons-le, pour le plus grand bien de tous. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Dames en heren, onze werkzaamheden verlopen dusdanig dat het mogelijk zal zijn nog vanavond de algemene bespreking van het ontwerp van bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten te beëindigen en het antwoord van de regering te horen. Wij kunnen dan morgen om 10 uur beginnen met de artikelsgewijze bespreking.

L'état d'avancement de nos travaux nous permettra, vraisemblablement, de terminer ce soir la discussion générale du projet de loi, par la réponse du gouvernement aux diverses interventions. Ainsi, nous pourrions entamer, dès 10 heures, demain matin, l'examen des articles.

Het woord is aan de heer Noerens.

De heer Noerens. — Mijnheer de Voorzitter, voor enkele weken dachten wij allen dat we het laatste belangrijk debat over de onderwijsproblemen hadden gevoerd in de Senaat. Dat was ter gelegenheid van de bespreking van de begrotingen voor Onderwijs voor het jaar 1988.

Alles liet voorzien dat de onderwijsbevoegdheden per 1 januari van dit jaar naar de Gemeenschappen zouden zijn overgedragen, maar de regering is er niet in geslaagd haar eigen werkt tempo te volgen en kon haar streefdatum van nieuwjaar 1989 dan ook niet halen.

Het voorlopige sluitstuk van de staatshervorming — althans van de tweede fase — moest de financiële middelen naar de Gemeenschappen en de Gewesten overhevelen voor de bevoegdheden die al bij wet van 8 augustus 1988 aan de Gemeenschappen en de Gewesten werden toevertrouwd.

Het financieringsontwerp, dat wij nu bespreken, bevat een groot en belangrijk onderdeel met betrekking tot de geldmiddelen bestemd voor het onderwijsbeleid, waarover voortaan de Vlaamse en de Franse Gemeenschap zullen beschikken.

Het is al vaak gezegd in dit debat, zowel in commissievergadering als in openbare vergadering, zowel in de Kamer als in de Senaat, dat de financieringsmechanismen, die door de regering werden ontworpen zeker niet getuigen van een gezond financieel staatsbeheer, van een verantwoord management van de rijksfinanciën of van zin voor redelijkheid.

Ook het onderwijsdeel uit het ontwerp is hier geen voorbeeld van. Alles begint uiteraard met de basisbedragen die in het ontwerp werden ingeschreven: oorspronkelijk ongeveer 164 miljard voor de Vlaamse Gemeenschap en ongeveer 126 miljard voor de Franse Gemeenschap.

Deze bedragen werden in de Kamer reeds aangepast rekening houdend met het ontwerp van akkoord met het openbaar ambt.

Zo werden dan de bedragen gebracht op bijna 167,5 miljard voor Vlaanderen en bijna 129 miljard voor de Franse Gemeenschap.

Wat zal er gebeuren als het ontwerpakkoord nog wordt gewijzigd, bijvoorbeeld indien de datum van inwerkingtreding van de weddeaanpassingen zou worden vervroegd van september tot bijvoorbeeld augustus of juli? Zal de regering dan nog bereid zijn bijkomende middelen naar de Gemeenschap over te hevelen?

De verdeling van de onderwijskredieten tussen de Vlaamse en de Franse Gemeenschap hoefde geen moeilijke opdracht te zijn voor de regering.

In de praktijk waren de administraties al gesplitst, waren er reeds twee ministers of staatssecretarissen bevoegd of werden er aparte begrotingen voor beide Gemeenschappen ingediend.

De discussies omtrent de correcte basisbedragen — vooral weerspiegeld in het grote aantal amendementen die tijdens de parlementaire werkzaamheden ter zake werden ingediend zijn zeer belangrijk geweest wanneer de bedragen voor de nieuwe gewestelijke materies ter sprake kwamen. Dit is mijns inziens terecht want wat nu misschien nog als een kleine vergetelheid of als een miniem verschil kan worden beschouwd, zal mettertijd, via het mechanisme van aanpassing van indexwijzigingen of veranderingen in het BNP oplopen tot een fundamenteel verschil. Voor het bepalen van de onderwijskredieten en voor de verdeling ervan over de twee Gemeenschappen was dan ook de meeste zorg geboden.

Er zijn echter nog twee andere opmerkingen in verband met de startbedragen.

Allereerst stellen we vast dat eenvoudigweg werd uitgegaan van de feitelijke toestand, van de kredieten die op dit moment aan het Vlaamse, respectievelijk Franstalige onderwijs worden besteed. De regering durfde blijkbaar niet de politieke vraag te stellen of die actuele bedragen wel in overeenstemming te brengen zijn met een gezond financieel beheer dat ook in onderwijskringen moet heersen. Met andere woorden, worden de huidige middelen die voor de verschillende Gemeenschappen, maar ook voor de verschillende onderwijsvormen en -types, voor de verschillende onderwijsniveaus of zelfs voor de onderscheiden netten worden uitgetrokken, wel efficiënt beheerd? Is er dus in de cijfers, in de basisbedragen niet reeds een scheefrekening, een discrepantie te ontwaren die nu zal worden vereeuwigd en via de hierboven genoemde aanpassingsmechanismen nog sterker worden geaccentueerd?

Een tweede fundamentele opmerking in verband met de basisbedragen betreft de saneringen waarover door de vorige regering nog werd beslist, maar die door de verantwoordelijke ministers niet werden gerealiseerd.

Om een verdere gezondmaking van de overheidsfinanciën niet in het gedrang te brengen, zou het niet meer dan logisch zijn de niet-gerealiseerde besparingen van het Sint-Annaplan nu wel in rekening te brengen.

Misschien is het ook nu het juiste moment voor de minister om ons niet alleen de precieze bedragen van die niet-verwezenlijkte saneringen mee te delen, maar ook en vooral de redenen waarom er geen rekening mee werd gehouden bij het vaststellen van de basisbedragen.

Het betreft hier geen kleine bedragen, maar naar onze berekeningen gaat het hier toch om 2 miljard frank aan Nederlandstalige zijde en ongeveer 1,750 miljard aan Franstalige zijde.

Tevens vraag ik mij ook af waarom de besparingen die in de sector van de schoolgebouwen worden gedaan, niet worden bestendigd en slechts voor één jaar gelden. Kan de regering hiervoor een aanvaardbare uitleg verstrekken of is dit een van de eigenaardigheden waarmee het wetsontwerp op de financiering is doorspekt?

Er zijn inderdaad nog andere eigenaardigheden, of op z'n minst onbekenden in dit wetsontwerp die het onderwijsbeleid in Vlaanderen in de toekomst zullen bezwaren.

Ik ga nu even nader in op vier van die mechanismen.

Allereerst wil ik het probleem van de vreemde studenten ter sprake brengen. Deze aangelegenheid wordt afzonderlijk geregeld, namelijk door artikel 57. Daarin wordt bepaald dat voor het begrotingsjaar 1989 een bedrag van 1,2 miljard wordt uitgetrokken voor de financiering van het universitair onderwijs in de Franstalige Gemeenschap dat aan buitenlandse studenten wordt verstrekt en 300 miljoen voor het universitair onderwijs in Vlaanderen.

Als de regering correct zou zijn geweest, had zij hier de cijfers moeten behouden die door de bijzondere commissie, namelijk de zogenaamde werkgroep-Rogiers, werden voorgesteld na diepgaand onderzoek van de reële situatie. Dit zou voor de Franstalige Gemeenschap een verhoging van 12 miljoen tot 1,212 miljard betekenen en voor de Vlaamse Gemeenschap zou er 77 miljoen bijkomen waardoor het totale bedrag dus tot 377 miljoen wordt aangepast.

Dit zou voor Vlaanderen 65 miljoen minder inkomsten betekenen.

Dit bedrag zal nog worden aangedikt aangezien het vanaf het begrotingsjaar 1990 zal kunnen worden verhoogd, na eerst uiteraard aangepast te zijn aan het indexcijfer.

De tekst spreekt wel degelijk alleen van «verhoging» en niet van «verlaging». Het betekent dat de in de wet ingeschreven bedragen als een onwrikbare verworvenheid moeten worden aangezien, ook als het aantal vreemde studenten drastisch zou veranderen.

Ik hoef de regering er zeker niet op attent te maken dat een plots en betekenisvolle vermindering van het aantal vreemde studenten niet tot de politieke onmogelijkheden behoort. Ik verwijs hier slechts naar de verandering in onze relaties met een Afrikaans land, waarmee wij tot nu toe bijzondere relaties hadden.

Ook een wijziging in de verhouding tussen het aantal vreemde studenten in de Franstalige, respectievelijk Vlaamse Gemeenschap, is niet uitgesloten.

Wat er ook gebeurt, de verhouding 300 tot 1200, of 1 op 4, zal worden vereeuwigd. Voor de vaststelling van de jaarlijkse kredieten, bestemd voor het universitair onderwijs voor vreemde studenten, zal immers elk jaar een overleg tussen de nationale regering en de Gemeenschapsexecutieven nodig zijn.

Het is voorspelbaar dat geen enkele Executieve zal akkoord gaan of positief staan tegenover een voor haar Gemeenschap ongunstige verhouding.

Maar eigenlijk is ook dit nog niet de kern van de zaak als we de betekenis van artikel 57 nauwkeurig ontleden.

Diepliggender is de vraag waarom er in een apart artikel een speciaal krediet voor een bepaalde uitgave moet worden ingeschreven. Waarom wordt uit het hele pakket financiële middelen, die voor het onderwijs zijn bedoeld, precies één uitgavepost genomen die op een bijzondere wijze wordt gefinancierd?

Ik verheer niet dat er in de Franse Gemeenschap meer buitenlandse studenten zijn dan in de Vlaamse en dat er dus ook meer uitgaven voor die groep worden ingeschreven. Maar deze redenering zou als het ware voor elke bevoegdheid of voor elk onderdeel van een bevoegdheid kunnen gelden.

Vlaanderen is het enige Gewest met een kustlijn; dit brengt ongetwijfeld heel wat onkosten met zich die de twee andere Gewesten niet hoeven te dragen.

In Vlaanderen is het overstromingsgevaar veel reëler dan in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest of in het Waalse Gewest. De aanleg en het onderhoud van dijken zijn dan ook kosten die vooral in Vlaanderen doorwegen.

Omgekeerd kunnen er ook voorbeelden worden gevonden van uitgavencategorieën die vooral of bijna uitsluitend in Brussel of in Wallonië voorkomen.

Deze enkele voorbeelden heb ik slechts willen aanhalen om aan te tonen dat er geen enkele objectieve reden is om voor de buitenlandse universitaire studenten een speciale regeling uit te te werken. Integendeel, door de overheveling van het onderwijs, waarvan het universitair onderwijs integraal deel uitmaakt, moeten de Gemeenschappen hun volle verantwoordelijkheid op zich nemen en met een globaal krediet, dat hen ter beschikking wordt gesteld, een eigen beleidsvisie kunnen ontwikkelen.

Zo kom ik tot een tweede eigenaardigheid of beter tot een «arbitraire» beslissing, die niet gestoeld is op concrete en harde feiten.

Voor het bepalen van het aantal leerlingen in Brussel die tot de Vlaamse, respectievelijk Franse Gemeenschap behoren, wordt de vaak gehanteerde verhouding van 20 tot 80 gebruikt. Ik ben ervan overtuigd dat u, mijnheer de Vice-Eerste minister, voor deze 20-80-verhouding geen doorslaggevend materiaal op tafel kan leggen.

Het gaat hier om het aantal jongeren onder de 18 jaar, zodat reeds bij voorbaat verdelingen moeten worden verworpen die stoelen op verkiezingsuitslagen voor gemeenten of Parlement, op het aantal uitgereikte identiteitskaarten of het aantal rijbewijzen.

Vast staat dat er van de leerlingen van het Nederlandstalig basisonderwijs te Brussel 40 pct. uit homogeen Nederlandstalige gezinnen komt: 23 pct. uit taalgemengde gezinnen: 26 pct. uit homogeen Franstalige gezinnen en ongeveer 10 pct. uit gezinnen van migranten.

Het is dan ook duidelijk dat de recruiteringsbasis van het Nederlandstalig onderwijs in Brussel niet louter bij Nederlandstalige gezinnen ligt maar dat — dank zij de kwaliteit van dit onderwijs en door de klemtoon op de meertaligheid als sleutel voor de toekomst — tevens wordt geput uit de kinderen van Franstalige ouders.

De verhouding 20-80 is dan ook niet verantwoord en stemt beslist niet meer overeen met de huidige culturele, sociale en economische situatie in Brussel.

De berekening van het aantal leerlingen schept nog voor andere artikelen uit het wetsontwerp moeilijkheden. Wat mij dan tot mijn derde beschouwing brengt.

Immers, de basisbedragen, die in artikel 35 vermeld zijn, zullen schommelen met een aantal aanpassingsmechanismen.

Jaarlijks zal onder meer een aanpassingsfactor worden berekend. Die aanpassingsfactor wordt bekomen «door voor de Vlaamse, respectievelijk de Franse Gemeenschap de verhouding te berekenen van:

1) Enerzijds het aantal inwoners jonger dan 18 jaar behorend tot de Vlaamse Gemeenschap respectievelijk Franse Gemeenschap, op 30 juni van het voorgaande begrotingsjaar, vermeerderd met 20 pct. van de daling of in voorkomend geval verminderd met 20 pct. van de stijging van dat aantal in vergelijking met 30 juni 1988;

2) En anderzijds het aantal inwoners jonger dan 18 jaar behorend tot de Vlaamse Gemeenschap respectievelijk Franse Gemeenschap op 30 juni 1988.»

Tot zover de integrale weergave van de wettekst.

Er worden hier echter appels met citroenen vergeleken. De basisbedragen, die bij het artikel worden bedoeld, hebben immers uitsluitend betrekking op het onderwijs en de uitgaven die daarmee verband houden. De aanpassingsfactor, namelijk het aantal jongeren beneden 18 jaar, komt hiermee echter niet overeen, noch wat de ondergrens, noch wat de bovengrens betreft.

De leerplicht begint pas op 6 jaar, of nauwkeuriger gezegd in het kalenderjaar waarin het kind de leeftijd van 6 jaar bereikt. Voordien is er geen leerplicht, maar toch is de graad van schoolbezoek op jongere leeftijd vrij hoog. Alleszins worden er vóór de leeftijd van 2,5 jaar geen kinderen in de kleurterklassen aanvaard in is vóór de leeftijd van 2,5 jaar tot 3 jaar het schoolbezoek zeer laag. De bovengrens van de leerplicht is wel op 18 jaar bepaald, maar zij is niet «voltijds». Tussen 16 en 18 jaar zijn er heel wat andere vormen van scholing en opleiding

mogelijk, zoals het alternerend leren, de middenstandsopleiding en het industrieel leercontract. Zelfs als we met dit onderscheid geen rekening houden en de leerlingen van 16 tot 18 jaar als «volwaardige» leerlingen beschouwen, dan stellen we toch ook dat het onderwijs niet ophoudt bij het beëindigen van de leerplichtperiode. Integendeel: de mate waarin verder wordt gestudeerd aan de universiteit of in het hoger onderwijs buiten de universiteit, is reeds vrij hoog en neemt jaarlijks nog geleidelijk toe. Als de regering de middelen voor het onderwijs afhankelijk wil maken van de factor die hierop een enorme invloed heeft dan is het verkeerd hiervoor het aantal jongeren beneden de 18 jaar als criterium te hanteren. Ik vraag niet eens dat de regering nog verfijnder te werk zou gaan. Niet alleen het aantal leerlingen en studenten is immers bepalend voor de omvang van de onderwijsuitgaven. Die uitgaven differentiëren ook naargelang van het onderwijsniveau of van de onderwijsvorm. Pas als ook hiermee rekening wordt gehouden, kan de aanpassingsfactor een correcte, gerechtvaardigde en billijke inhoud hebben.

Een vraag, mijnheer de minister, die in dit verband ook vaak rijst is hoe u de juiste cijfers van het aantal leerlingen of het aantal jongeren zal bekomen. De memorie van toelichting vermeldt wel het Rijksregister als bron om het juiste aantal te kennen. Zoals u weet ontvangt het Rijksregister zijn inlichtingen over de opbouw van de leeftijdscategorieën van onze bevolking en over hun al of niet professionele activiteit van de gemeentebesturen. U weet echter ook dat de meest precieze bron voor de samenstelling van de bevolking de tienjaarlijkse volkstellingen zijn, waarvan de resultaten nog al eens op zich laten wachten. U weet dan ook dat er dan telkens een verschil wordt geconstateerd tussen de cijfers van de volkstelling en de cijfers die elke gemeente jaarlijks over haar bevolking officieel bekendmaakt. U weet ook dat elke gemeente verplicht wordt om de tien jaar uit te gaan van het bevolkingscijfer dat uit de volkstelling blijkt. Heel wat gemeenten moeten dus hun eigen officiële cijfers aanpassen. Zal de regering rekening houden met deze verplichte aanpassingen? Zal zij ook instaan voor toewijzing op basis van de foutieve gegevens, die tijdens de periode tussen twee volkstellingen systematisch werden verzameld?

In dezelfde lijn ligt ook mijn vierde en laatste opmerking.

In artikel 36 wordt bepaald hoe de onderwijsbasisbedragen, na indexering en andere aanpassingen, over de twee Gemeenschappen zullen worden verdeeld. De Vlaamse Gemeenschap zal 57,55 pct. ontvangen en de Franse Gemeenschap 42,45 pct. Vanaf 1999 wordt deze verdeelsleutel aangepast aan de verdeling van het aantal leerlingen aan de hand van bij wet vastgestelde objectieve criteria. De wet zal dus een zeer belangrijke rol spelen in de financiering van de Gemeenschappen. Op dit moment gaat het reeds over bijna 300 miljard frank. In 1999 zal dit bedrag opgelopen zijn tot meer dan 350 miljard. Geen peulschil, maar een fundamenteel element uit ons financieringssysteem.

Volgens artikel 59bis van onze Grondwet zal deze wet dan ook met een bijzondere meerderheid moeten worden aangenomen. Hoe kan deze regering waarborgen dat er over enkele jaren — en alleszins vóór 1999 — daarvoor een bijzondere meerderheid zal worden gevonden?

De kans hiertoe is reëel, zoals de kans ook reëel is dat er geen politiek akkoord over de objectieve criteria zal worden bereikt. Anders had u dat toch reeds zelf in deze wet ingeschreven, mijnheer de minister.

Wat zal er dus gebeuren als het Parlement er niet in slaagt de aangekondigde wet te laten goedkeuren? Wordt er dan geen verdeling meer gedaan of blijft de verhouding 57,55 tegen 42,45 behouden? Men mag er zeker van zijn dat de Gemeenschap die in 1998 het meest is gediend met de verhouding, er het minst op uit zal zijn om een nieuwe wet te laten aannemen.

Deze wetgeving bevat een communautaire tijdbom die pas over zo'n 8 à 9 jaar zal ontploffen.

In verband met deze problematiek zal ik bij de verdediging van de ingediende amendementen bij artikel 35 verder wijzen op de nadelige gevolgen voor de financiering van de Vlaamse Gemeenschap.

De PVV heeft dus alle redenen om eraan te twijfelen dat deze wetgeving een goede wetgeving is. Er zitten te veel onvolkomenheden in, te veel onrechtvaardigheden, te veel onbillijkheden om zelfs maar als een aanvaardbaar compromis tussen onze Gemeenschappen en Gewesten te worden beschouwd.

Ik durf de voorzitter van de CVP parafraseren en zeggen dat het voor ons beter is deze wet niet te moeten goedkeuren, dan een slechte financieringswet te moeten aanvaarden. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Clippele.

M. de Clippele. — Monsieur le Président, l'ancien gouvernement, d'obédience chrétienne-libérale a, pendant six ans, fait un effort gigantesque afin de réaliser l'assainissement du déficit public, effort qui a permis de ramener le solde net à financer de 13,8 p.c. à quasi 7 p.c.

L'actuel gouvernement, au lieu de poursuivre sur cette lancée, a préféré consacrer la majeure partie de son temps à la réforme de l'Etat. Je fais, en l'occurrence, référence à la loi votée en août 1988, ainsi qu'au projet de financement qui nous est soumis aujourd'hui.

L'année 1988 avait pourtant été exceptionnelle sur le plan conjoncturel aussi bien national qu'international. A cet égard, il suffit d'observer la baisse des taux d'intérêt, de l'inflation et du prix du pétrole. Il faut souligner, en outre, la croissance économique, qui a doublé, au cours de cette même année, et qui atteint 3,5 p.c., les investissements industriels, qui ont augmenté de 12 p.c., la balance des comptes courants qui laisse un solde positif de 74 milliards et le nombre de chômeurs, en voie de réduction, depuis un certain nombre de mois.

L'année 1988 a véritablement été perdue, cet assainissement n'ayant pas été poursuivi. Il était pourtant urgent et indispensable à la santé de notre économie.

Il y a deux jours, M. Schiltz, ministre du Budget, a déclaré que le montant des dépenses de l'Etat dépasse de 29 p.c. celui de ses recettes. A son avis, le solde net à financer aurait dû se monter à 7 p.c. environ. Or, ce chiffre est encore relativement loin d'être atteint, alors que dans les pays voisins il est proche des 4 p.c. Cette lenteur résulte de la perte de temps consacrée à la réforme de l'Etat, laquelle a été imposée à une opinion publique, totalement indifférente et qui se sent d'ailleurs totalement impuissante.

A cet égard, je me souviens d'une conversation que j'ai eue avec le président-directeur général d'une entreprise fort importante occupant environ 600 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de plusieurs milliards. Je lui ai parlé de la Communauté française. Il m'a répondu ne pas savoir de quoi je l'entretenais. Je lui ai répondu qu'il s'agissait du pendant du *Vlaamse Raad* qui lui était tout aussi inconnu. Son information, au niveau de nos instances politiques se limitait à l'existence du Sénat et de la Chambre.

Cet exemple démontre combien nous aurions dû, avant de procéder à la réforme de l'Etat, consulter l'opinion publique.

M. de Wasseige. — Vous parlez de chefs d'industrie?

M. de Clippele. — Monsieur de Wasseige, cet industriel est pourtant en contact avec de nombreux hommes politiques. J'ai moi-même été surpris par le fait qu'il n'avouait ne pas connaître l'existence de la Communauté française.

Une consultation populaire, menée dans le but de savoir si cette réforme de l'Etat s'imposait réellement, nous aurait permis de constater l'ignorance, par un grand nombre de citoyens, des divisions politiques de notre pays. La majorité de la population n'aurait d'ailleurs pas, je crois, voté en faveur de la réforme telle qu'elle nous a été imposée.

Dans l'exposé général figurant au rapport de la Chambre des représentants, au sujet de ce projet de loi, le Premier ministre indique que «le transfert de compétences vers les Régions et les Communautés sera comparable au transfert de compétences dans les autres pays fédéraux».

Cette déclaration me laisse assez perplexe. Des points de comparaison ne sont d'ailleurs pas repris dans les annexes. Si une annexe compare les différents moyens de financement des Régions, je n'ai vu nulle part un tableau comparatif entre les compétences et le financement de l'Etat central belge, d'une part, et de ses composantes, d'autre part, et ce pour un certain nombre d'autres pays.

Permettez-moi d'évoquer deux pays que je connais un peu : l'Allemagne et la Suisse.

M. Henrion, vice-président, prend la présidence de l'assemblée

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les alliés ont divisé, pour mieux l'affaiblir, l'Allemagne occidentale en dix *Länder*, auxquels ils ont octroyé un maximum de compétences. Je constate qu'au fil des années, les compétences de ces *Länder* diminuent, de plus en plus, en faveur de l'Etat fédéral.

De heer Luyten. — Er is maar één Duitsland, mijnheer de Clippele.

De heer de Clippele. — Er zijn er twee: Oost-Duitsland en West-Duitsland.

De heer Luyten. — Dat is tegen de zin van de Duitsers zelf.

De heer De Clippele. — Ik haalde dit voorbeeld alleen maar aan om erop te wijzen dat er in de Bondsrepubliek Duitsland meer bevoegdheden gecentraliseerd worden op het niveau van de federale Staat dan op het niveau van de *Länder*.

La situation est totalement inverse en ce qui concerne la Suisse puisque les vingt-huit cantons étaient souverains. Je constate malgré cela que, compte tenu de l'évolution politique, économique et sociale, les cantons abandonnent, au fil des années, de plus en plus de leurs compétences au profit de l'Etat fédéral.

Voici environ un mois, j'ai assisté, comme notre collègue M. Dierickx, à un congrès à Bruxelles où des professeurs de droit constitutionnel espagnols, italiens, anglais, allemands, suisses, américains et canadiens ont estimé, sans aucune exception, que l'expérience belge était un fédéralisme à risques parce qu'il est basé sur le dualisme, c'est-à-dire sur l'affrontement permanent entre les deux Communautés, qui se distinguent uniquement par leur langue. Il n'existe pas, en outre, en Belgique, de partis nationaux et donc ni sentiment fédéral ni loyauté fédérale. La politique du « chacun pour soi » prévaut.

Permettez-moi de lire une phrase de M. Herman Van Rompuy, président du CVP, que j'ai tirée du *Standaard*: « De eenheid van het land wordt nog alleen gedragen door een beperkte groep van vier à zes personen, een soort van karavaan in de woestijn, zonder dekking van de politieke partijen. »

De heer Luyten. — De schouders van minister Dehaene zijn breed genoeg om dekking te geven.

De heer de Clippele. — Mijnheer Luyten, er wordt veel gesproken over het nieuwe België, maar, zoals de heer Van Rompuy, ben ik ook van mening dat steeds minder politici bekommerd zijn om de eenheid van ons land en dit is geen goede evolutie.

L'Etat formé par la Norvège et la Suède, en 1815, a été fédéralisé au début de ce vingtième siècle. Deux Etats, source de dualisme, ont été créés, avec deux langues et pas de partis nationaux. Peu de temps après, en 1905, l'entité se disloquait et deux nations distinctes étaient formées: la Norvège et la Suède. On pourrait certes et j'en conviens, discuter sur le fait de savoir si cette solution a été heureuse ou malheureuse. Je me bornerai à préciser que si, en 1939, la Norvège et la Suède avaient formé un seul Etat, il se peut que les Allemands auraient hésité à s'attaquer à un territoire aussi vaste alors qu'ils n'ont pas craint d'envahir la Norvège.

J'ai ainsi voulu vous démontrer que le fédéralisme est un système susceptible de présenter de graves inconvénients.

En effet, à partir du moment où, étant donné la dualité et l'absence de partis nationaux, nous sommes en présence d'un fédéralisme à risques, le transfert de compétences — en termes de pourcentages — revêt une très grande importance. J'aurais aimé pouvoir faire une comparaison avec d'autres pays: si on y retrouvait également cette dualité, le transfert des compétences aurait-il été moindre? Mais à partir du moment où l'on procède à un transfert de compétences et de moyens financiers représentant 40 p.c. du total et compte tenu de plus des inconvénients inhérents à notre système, j'estime que l'on prend un risque énorme pouvant malheureusement conduire à la dislocation du pays.

Mijnheer de minister, ik heb de artikelen 1 tot 8 van het ontwerp, die betrekking hebben op de fiscaliteit, gelezen. Deze artikelen zijn uiterst complex. Nochtans is een ieder in ons land het ermee eens dat het huidige belastingstelsel reeds ingewikkeld genoeg is. Daarom heeft minister Eyskens in 1985 trouwens een koninklijke commissie opgericht, die een rapport heeft opgesteld over de harmonisering van de fiscaliteit. Minister Eyskens heeft de voorstellen van die commissie willen gebruiken voor een fiscale hervorming, maar de regering is daarna gevallen.

Ook de EEG vindt dat het fiscaal stelsel moet worden geharmoniseerd. In de commissie antwoordde Vice-Eerste minister Maystadt dat die harmonisatie er vooral nodig is voor de accijnzen en de BTW.

Ik meen echter dat in een tweede fase een harmonisering van de verschillende belastingen nodig zal zijn. België dat slechts 10 miljoen inwoners telt, dan nog verdeeld over drie Gewesten, vertegenwoordigt tegenover de 330 miljoen Europeanen toch maar een kleine minderheid en zal bijgevolg tot harmonisering met de andere Europese landen moeten overgaan.

De fiscale hervorming die minister Maystadt ons verleden maand heeft laten goedkeuren was een zeer kleine, maar onvolgende stap in die richting, al was het maar omdat de marginale aanslagvoet voor de directe belastingen slechts werd teruggebracht tot 55 pct. daar waar in de andere Europese landen, na de hervorming, een marginale aanslagvoet geldt van 40 à 50 pct. Zelfs in Zweden, de Staat met een hoge fiscale druk bij uitstek, zal een grondige hervorming worden gerealiseerd zodat drie vierde van de Zweedse belastingplichtigen geen directe belastingen meer zullen betalen. Slechts één vierde zal dat nog moeten doen met dan een aanslagvoet van maximum 50 pct. Dat betekent dat wij heel weinig doen om onze complexe fiscaliteit te hervormen.

Geregeld worden er programmawetten goedgekeurd waarbij de fiscaliteit wordt gewijzigd. Het is een echte mengelmoes.

In het *Staatsblad* worden elk jaar 90 fiscale wetten, besluiten en adviezen gepubliceerd. In het *Bulletin der Belastingen* worden er per jaar tweeduizend pagina's volgeschreven. Iemand die in België op de hoogte wil zijn van de fiscaliteit moet 20 tot 30 000 bladzijden verslinden.

Ook het ontwerp dat wij momenteel bespreken is uiterst ingewikkeld zodat onze fiscaliteit nog ingewikkelder wordt. Ik geef als voorbeeld de registratierechten die door de Gewesten kunnen worden gewijzigd. Ik vestig de aandacht erop dat wij nu reeds de hoogste registratierechten van de wereld hebben. Wanneer de registratierechten tussen de Gewesten verschillen, zal het moeilijk zijn ze globaal te verminderen.

En ce qui concerne les droits de succession, j'ai pris bonne note que la mesure prévue concerne uniquement les successions et non les donations. Mais le projet prévoit que les droits de succession seront calculés en fonction du lieu où la succession s'est ouverte, c'est-à-dire le domicile du défunt.

Je me dois de préciser, monsieur le ministre, qu'en qualité de notaire je suis tenu d'observer un devoir de famille. Le rôle des notaires ne se limite pas, en effet, à des authentications d'actes, ce qui implique qu'ils sont obligés d'aviser les personnes d'un certain âge, se préparant à quitter notre paradis terrestre, de se faire domicilier dans une Région où le niveau des droits de succession est moins élevé.

A titre d'exemple, considérons le cas d'une personne domiciliée à Uccle, dans la Région bruxelloise. S'il s'avère que les droits sont moins élevés en Région flamande, le notaire lui conseillera d'élire domicile à Rhode-Saint-Genèse, commune située à quelques centaines de mètres de là. Si, par contre, le pourcentage des droits est plus intéressant en Région wallonne, le notaire lui conseillera une domiciliation dans la commune de Waterloo, également sise à quelques centaines de mètres seulement. Nous aboutissons ainsi à la situation du village de Clochemerle. Alors qu'on raconte déjà tant de blagues sur les Belges, que publiera la presse étrangère lorsqu'elle apprendra que l'on transfère des vieillards d'une Région à une autre, distantes de quelques centaines de mètres seulement ?

La base d'imposition quant à elle relève heureusement encore d'une décision nationale. Il n'empêche, j'ai constaté précédemment, dans le cadre de la dotation des droits de succession aux Régions, que le Parlement et le gouvernement n'osaient mettre en cause le principe des droits de succession, parce qu'il eût fallu consulter les Régions avant de décider de leur éventuelle diminution. Cette consultation était, en quelque sorte, une obligation d'ordre moral. Et je pense plus spécialement à la loi sur le bail à ferme, votée en juillet 1988, laquelle prévoit la possibilité d'établir un bail de carrière. Pendant près de trois ans, nous avons discuté avec le ministre ou son délégué, dans le but d'obtenir un coefficient de diminution de la base imposable. En effet, une terre grevée d'un bail à longue durée voit nécessairement sa valeur amoindrir. Nous n'avons jamais obtenu satisfaction et la loi a été votée telle quelle, parce que les ministres ne tenaient pas à organiser des consultations avec les Régions parce qu'ils craignaient de recevoir un avis négatif. Or, voici que vous légalisez cette situation. Il est évident qu'il subsistera toujours une région plus pauvre que l'autre, s'opposant à une diminution, voire à une indexation des droits de succession.

La liste énumérant les impôts que les Régions pourront percevoir, augmenter ou diminuer, mentionne le précompte immobilier. Je me permets d'attirer l'attention du ministre sur le fait que le précompte immobilier n'est pas un impôt et ne devrait donc pas figurer sur cette liste. Ce précompte est, en réalité, une avance, c'est-à-dire une imputation sur l'impôt global.

M. de Wasseige. — Il s'agit d'une imputation partielle.

M. de Clippele. — En effet, et le ministre Maystadt l'a déclaré également. Mais je rappelle que les citoyens assujettis à cette «taxe» paient déjà ce montant lors de la globalisation de leurs revenus.

Considérons l'exemple du propriétaire d'un magasin. Il doit déclarer le revenu réel, en l'occurrence le loyer perçu, dans la globalisation des revenus à l'impôt des personnes physiques. Ce montant est donc taxé à un certain taux, dans l'IPP. Mais de surcroît, ce propriétaire paie le précompte immobilier. Aucun problème ne se pose pour la partie de 12,5 p.c. imputable sur l'impôt global. Par contre, la partie dépassant cette limite de 12,5 p.c., dans le cas d'un précompte atteignant 25,30, voire 50 p.c. dans certaines communes, constitue un deuxième impôt appliqué sur le même revenu.

Vous avez parlé en commission, monsieur le ministre, du principe *non bis in idem* et dit qu'un revenu ne pouvait pas être taxé deux fois. Or, je constate qu'en matière de précompte immobilier, la taxation est déjà double. De plus, le présent projet introduit une triple taxation puisque les Régions vont avoir la possibilité de percevoir des centimes additionnels.

La réforme fiscale de 1962 avait admis le principe des précomptes professionnel, mobilier et immobilier.

Le premier est totalement imputable et ne pose donc aucun problème. Le deuxième est devenu libératoire grâce au ministre De Clercq.

M. de Wasseige. — Il s'agit du ministre Eyskens.

M. de Clippele. — S'il est possible de frauder en matière de revenus mobiliers — coupons perçus au Luxembourg, par

exemple —, cette pratique est tout à fait impossible en matière de précompte immobilier.

Vous profitez encore de cette situation défavorable pour taxer trois fois le revenu immobilier par le biais de l'IPP, des taxes communales et, maintenant, des taxes régionales.

La taxe sur les jeux représente un autre impôt. Je pense particulièrement aux casinos. De par ma profession, je ne puis m'y rendre et je vous avouerai que je ne les aime pas. Je constate cependant que la Flandre et la Wallonie en comptent chacune quatre, tandis que Bruxelles n'en possède pas.

Les deux premières Régions vont donc percevoir des taxes sur les jeux, mais Bruxelles ne disposera pas de cette ressource.

L'établissement d'un casino à Bruxelles nécessite une autorisation nationale. Vous devez bien comprendre que les Wallons et les Flamands feront l'impossible pour éviter l'implantation d'un casino à Bruxelles, qui serait en concurrence avec ceux du Nord et du Sud du pays. Il y a donc une anomalie dans ce domaine.

Un autre impôt est constitué par la taxe sur les postes de radio et de télévision qui sera perçue à l'endroit où ces appareils sont détenus. Je peux comprendre que cette imposition soit d'application aujourd'hui, en 1989, mais vous perdez de vue les progrès techniques et l'évolution technologique qui sont inéluctables. Nous disposerons de plus en plus à l'avenir de téléviseurs portables et miniaturisés, notamment dans les avions, les automobiles, etc. Comment voulez-vous dès lors appliquer une telle taxe à l'endroit où l'appareil est détenu ?

De plus, la présente loi doit être adoptée à la majorité spéciale. Cela signifie que si, dans dix ou vingt ans, nous voulons l'adapter à l'évolution technologique et économique, nous devrons pour ce faire disposer à nouveau d'une telle majorité. Je ne comprends absolument pas votre point de vue à cet égard.

Vous prévoyez à l'article 6^{quater}, monsieur le ministre, qu'à partir du 1^{er} janvier 1994, le gouvernement et les Exécutifs pourront imposer le pourcentage maximum des centimes additionnels. Vous attribuez ainsi le pouvoir fiscal non pas au Parlement mais au gouvernement. Vous prévoyez bien une approbation ultérieure du Parlement, mais je tiens à vous dire que cette démarche est contraire aux traditions démocratiques de notre pays. C'est au Parlement seul qu'il revient de voter les lois fiscales. Non seulement il l'a toujours fait depuis 1830 mais déjà au Moyen Âge les villes flamandes, brabançonnaises et principautaires étaient jalouses de leur pouvoir fiscal. C'était le souverain qui devait demander aux villes d'augmenter les impôts et jamais l'inverse. Vous agissez dans un sens totalement opposé à nos traditions démocratiques.

J'en arrive aux nouveaux impôts. Notre pays connaît actuellement 32 impôts et il est implicitement prévu que les Régions pourront percevoir des impôts sur des matières qui n'ont encore jamais été taxées.

Les Belges ont énormément d'imagination pour éviter l'impôt. Les dirigeants des Régions en auront aussi pour trouver de nouvelles matières taxables lorsque leurs ressources seront insuffisantes. La liste des matières pouvant être taxées est pratiquement illimitée.

M. Dehaene, Vice-Premier ministre et ministre des Communications et des Réformes institutionnelles. — Cette situation n'est pas nouvelle; elle existe depuis 1980 et n'a donné lieu ni à des taxations ni à des irrégularités ou exagérations comme vous semblez le craindre.

M. de Clippele. — Vous oubliez que les Régions auront beaucoup plus de pouvoirs qu'en 1980; de véritables gouvernements régionaux, qui vont se former. Selon les dires de M. Geens, nous assisterons vraisemblablement à une évolution à deux vitesses, à des concurrences, à des jalousies entre Régions, et, de ce fait, le besoin financier s'amplifiera. Nous savons depuis 1980, au vu de la montée de la courbe des impôts, qu'il est devenu nécessaire d'augmenter la fiscalité pour couvrir les besoins d'argent. En d'autres termes, il ne faut laisser l'occasion

à personne de pouvoir percevoir de nouveaux impôts sur de nouvelles matières.

M. Dehaene, Vice-Premier ministre et ministre des Communications et des Réformes institutionnelles. — Je le répète: il en est ainsi depuis 1980.

M. de Clippele. — Oui, mais à l'époque, les Régions avaient très peu de compétences, ce qui ne sera plus le cas à l'heure actuelle.

Pour terminer, monsieur le Vice-Premier ministre, je souhaite vous poser une dernière question. Nous avons eu la réforme de 1970, celle de 1980, celle de 1988 et nous attendons la réforme éventuelle du Sénat. Cette réforme sera-t-elle la dernière ou non?

Il est encore question de fédéraliser la sécurité sociale et l'agriculture. Où allons-nous? Si cette réforme est la dernière, je comprendrai, mais il faut une fin à tout. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Gijs.

De heer Gijs. — Mijnheer de Voorzitter, het is niet mijn bedoeling te herhalen wat in dit reeds lange debat collega's die, zoals ik, dit wetsontwerp steunen, al hebben gezegd. Onze collega, Guido Verhaegen, heeft op een zeer volledige en precieze wijze weergegeven hoe mijn fractie tegenover het ontwerp staat. Hij heeft duidelijk aangetoond dat de financiële autonomie en de financiële verantwoordelijkheid van de Gewesten en de Gemeenschappen met dit ontwerp nagenoeg helemaal worden gerealiseerd. Hij heeft ook aangetoond waarom de fiscale autonomie is beperkt. Het ligt voor mijn fractie reeds zeer lang vast — u kan dat lezen in ons partijprogramma — en ik neem aan ook voor de andere fracties van de meerderheid, dat het behoud van een federale eenheid die gestalte vindt bijvoorbeeld in de Economische Monetaire Unie, een voorwaarde was om van een echte federatie te kunnen spreken.

Wij zien deze staatshervorming niet als een tussenfase van een onafwendbaar proces dat uiteindelijk leidt tot de ontbinding van de Belgische Staat, tot een volkomen scheiding van de twee grote volksgemeenschappen van België, maar wel als de hervorming van een op termijn onleefbare unitaire Staat naar een leefbare federale Staat.

De woordvoerder van de CVP-fractie, de heer Verhaegen, heeft eveneens aangetoond dat het solidariteitsmechanisme voldoet aan de criteria waaraan een solidariteitsmechanisme in de Belgische federatie moet voldoen, met name de duidelijkheid, de doorzichtigheid en de omkeerbaarheid.

De derde fase van de staatshervorming vormt het hoofdonderdeel van mijn uiteenzetting, nu de eerste twee fasen bijna zijn afgewerkt. Sommige senatoren — ook uit mijn fractie — zijn wrevelig over het feit dat het Parlement niet echt betrokken werd bij het tot stand komen van dit ontwerp, wat een begrijpelijke reactie is. Ik blijf ervan overtuigd dat de inbreng van het Parlement, zeker in een ingrijpende hervorming als deze staatshervorming, die door vele sprekers als revolutionair werd bestempeld, groter zou moeten zijn. Ik heb nochtans ook begrip voor het feit dat het bereiken van een akkoord over een financieringsstelsel in het nieuwe federaal België een ongewoon moeilijke opgave was.

Dat hierover een politiek akkoord werd bereikt, zou door velen een jaar geleden — en misschien vandaag nog — als een soort mirakel zijn beschouwd. In weerwil van het feit dat ik eveneens betreurt dat de parlementaire inbreng bij de totstandkoming van de uiteindelijke wet op de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten inderdaad bijzonder beperkt was, moet ik mijn diepe waardering uitspreken voor de onderhandelars en ministers die erin geslaagd zijn een wetsontwerp voor te stellen waarin — voor zover ik dat kan nagaan — geen fundamentele technische fouten voorkomen, en dat tegelijk zo evenwichtig is dat het de steun kan krijgen van een grote meerderheid van mandatarissen uit de verschillende Gewesten en Gemeenschappen van ons land.

De heer Swaen treedt opnieuw als voorzitter op

Dat dit ontwerp geen flagrante technische of legistische fouten bevat, blijkt uit het feit dat er minder dan voor andere soortgelijke ontwerpen technische of legistische amendementen zijn ingediend. De amendementen van de oppositie strekken er dikmaal meer toe de economie zelf van het ontwerp te veranderen omdat de indieners een andere opvatting hebben over de toekomst van het federale België. Zo was de toespraak van de vorige spreker die heel wat technische argumenten heeft aangehaald — die voor een groot deel gemakkelijk te weerleggen zijn — niet ingegeven door technische overwegingen maar door een unitaire visie op de staatsstructuur.

Het feit dat meer werd gedebatteerd over de strekking van het ontwerp dan over details heeft bijgedragen tot de diepte van het debat. En dit was zowel in de commissie als in openbare vergaderingen het geval. Met dit debat hebben wij ook duidelijk kunnen constateren dat de overgrote meerderheid van de parlementsleden opteert voor een federaal België waarin opnieuw meer ruimte zal zijn voor het fundamenteel politiek debat met minder communautaire touwtrekkerij en waarin minder tijd wordt verloren voor het oplossen van zuiver communautaire conflicten.

Ik betreur de relatief geringe rol van het Parlement bij het tot stand komen van deze wettekst, maar ik begrijp het ook enigszins, rekening houdend met de moeilijke opdracht om tot een politiek akkoord te komen over het meest ingewikkelde deel van de staatshervorming, de financiering. Dit verschijnsel verontrust mij toch wel. Ik kan nog aanvaarden dat zulk een werkwijze noodzakelijk is voor zo een indrukwekkende diepgaande hervorming waarvoor grote politieke eensgezindheid nodig is. Maar in de afgelopen jaren hebben wij moeten vaststellen, misschien ingevolge het bestaan van communautaire problemen, dat de macht van het Parlement is afgenomen en die van de regering is toegenomen. Wij hopen dat de staatshervorming niet alleen de samenwerking tussen Gemeenschappen en Gewesten zal verbeteren, maar ook het evenwicht zal herstellen tussen de uitvoerende en de wetgevende macht. Dit evenwicht zal overigens noodzakelijk zijn om de omvorming van de Belgische Staat tot een evenwichtige federatie mogelijk te maken.

Wij moeten echter maatregelen treffen om te beletten dat deze uitzonderlijke manier van werken die in ongewone situaties eventueel aanvaard kan worden, een regel wordt in het federale België.

Een groot aantal sprekers, zowel van de meerderheid als van de oppositie hebben beklemtoond dat de derde fase van de staatshervorming noodzakelijk is. Ook de woordvoerder van mijn fractie heeft dat gedaan via vragen, onder meer over de residuaire bevoegdheden.

Het is bovendien mijn vaste overtuiging dat de uitvoering van de eerste twee fasen van de staatshervorming bijna noodzakelijk tot de ontbinding van de Belgische Staat zou leiden, indien we er niet in slagen de vanuit een unitaire zienswijze geschapen parlementaire instellingen om te vormen tot een parlementair stelsel dat past bij een federale staatsinrichting in het algemeen en bij de specifieke federale staatsinrichting van België in het bijzonder.

Noch de wet die de nieuwe bevoegdheden overhevelt naar de Gemeenschappen en de Gewesten, noch de wet die het bestaan en de werking van het Hoofdstedelijk Gewest Brussel regelt, noch deze financieringswet, noch de wet op de gedeeltelijke hervorming van het Arbitragehof tot een grondwettelijk hof kunnen op termijn de ontbinding van de Belgische Staat verhinderen als wij er niet in slagen de staatshervorming te vervolledigen met een aangepast parlementair stelsel.

Verscheidene sprekers hebben erop gewezen dat de federale staat eigenlijk niet bestaat en dat de verhouding tussen het centraal gezag en de deelstaten zoveel varianten telt als er landen zijn.

In dat heterogeen geheel van federale landen vormen wij toch nog een buitenbeentje. De vergelijking tussen min of meer klassieke federale staten en wat professor Alen ooit heeft

genoemd de «tweeledige centrifugale staat België», zelfs federaal georganiseerd, zal altijd mank lopen. De centrifugale krachten in ons land, die reeds tientallen jaren werken, kunnen moeilijk worden onderschat. De grote traditionele splijtzwaam, de taal en de cultuur, bestaat in weinig federale staten, zeker niet zo gepolariseerd. Ons land onderscheidt zich dan nog van de andere min of meer klassieke federale staten door een bijzonder klein aantal deelstaten en door de afwezigheid van federale partijen. Bij mijn weten zal België het eerste federale land zijn waar er geen federale partijen zijn, of nationale partijen wanneer wij het in de oudere termen uitdrukken.

Ook de grote complexiteit van ons stelsel is vrijwel uniek. Wij hebben naast de twee grote Gemeenschappen nog drie extra Gewesten plus twee extra taalgebieden namelijk het Brussels en het Duits taalgebied. Al die omschrijvingen overlappen elkaar zodanig dat het bijzonder moeilijk, zonet onmogelijk is, ons stelsel aan zelfs verstandige buitenlanders uit te leggen.

In het algemeen kan worden vastgesteld dat het tweekamerstelsel, waarin één van beide Kamers de onderdelen van de Staat vertegenwoordigt en de andere de federatie in haar geheel, in alle federale landen met een minder complexe structuur voorkomt. Dat betekent dan *a fortiori* dat wij voor de noodzakelijke opdracht staan ons parlementair stelsel zodanig te hervormen dat het niet alleen past bij een federale staatsinrichting in het algemeen, maar bovendien bij de specifieke en onvergelykbare situatie in ons land.

De onderhandelaars van het politiek akkoord over de staats-hervorming en de regering hebben ingezien dat de toekomstige structuur van de instellingen, organen moet bevatten die het federale evenwicht moeten waarborgen en herstellen wanneer het verbroken wordt. De regering en de onderhandelaars van het politiek akkoord hebben daarbij nauwelijks aan het Parlement gedacht. Ik neem het hun niet kwalijk omdat dit tot de derde fase van de staats-hervorming behoort en ook ik van oordeel ben dat het Parlement zelf deze hervorming moet uitvoeren.

Talrijke voorbeelden illustreren hoe weinig het Parlement in de geest van de onderhandelaars en de regeringsleden aanwezig was bij het opstellen van de diverse teksten. In de memorie van toelichting bij het wetsontwerp op het Arbitragehof bijvoorbeeld, lezen we: «... indien het dubbelmandaat zou worden opgeheven, de grondwetgever en de decretale wetgever niet meer dezelfde zijn en dat dit de noodzaak verhoogt van een controle op de grondwettigheid van de decreten door een andere instantie dan het nationale Parlement.» Men denkt er niet aan dat het toekomstig Parlement, indien het adequaat wordt hervormd, dit wel zou kunnen doen.

In het wetsontwerp dat we hier vandaag bespreken, wordt evenmin gedacht aan het Parlement. De regering situeert de evenwichtsbehoudende of evenwichtsherstellende organen uitsluitend op het executieve vlak ofwel op dat van speciale al dan niet rechtsprekende organen. Enkele voorbeelden zullen dit duidelijk maken.

In de memorie van toelichting in het kamerverslag over dit ontwerp van wet staat bij artikel 6: «Aangezien een verschillend fiscaal beleid in de onderscheiden deelgebieden de goede werking van de Economische Unie en de monetaire eenheid kan verstoren, wordt tevens voorzien dat de Koning bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, genomen na voorafgaand overleg met de gewestexecutieven, vanaf 1 januari 1994 een maximumpercentage kan opleggen» enzovoort. Dit besluit moet binnen een termijn van negen maanden na de bekendmaking van het betrokken decreet of de betrokken ordonnantie bij wet worden bekrachtigd.»

Wat indien dat niet gebeurt? Het gaat inderdaad over maatregelen die bij wet moeten worden genomen, maar het Parlement wordt alleen de mogelijkheid gelaten een beslissing te bekrachtigen die reeds genomen is.

Een ander voorbeeld.

De controle en eventuele beperking van de leningsmogelijkheid van een Gemeenschap of Gewest wordt overgelaten aan een afdeling «financieringsbehoeften van de overheid», opgericht door de Koning in het kader van de Hoge Raad van

Financiën. Het gaat hier om een nieuwe instelling, louter op het executieve vlak. De leningsmogelijkheid van de Gewesten en de Gemeenschappen kan worden beperkt bij koninklijk besluit op voorstel van de minister van Financiën, na overleg met de betrokken executieven. Opnieuw kunnen noch de Kamer van volksvertegenwoordigers, noch de betrokken Raad hier enige invloed uitoefenen, tenzij aan de hand van interpellaties of door het verwerpen of amenderen van de begroting, wat tot onoverkomelijke problemen zou leiden.

Op het ogenblik hebben wij daarvoor geen oplossing. Wij moeten er ons dan ook van bewust zijn dat de eerste en de tweede fase noodzakelijk, maar niet voldoende zijn, om een harmonische federale organisatie te waarborgen.

Wij moeten onze nieuwe parlementaire instellingen vanuit deze optiek benaderen. De evenwichtsbehoudende en de evenwichtsherstellende functies situeren zich uitsluitend op het executieve vlak, op het vlak van overlegcomités tussen executieve en nationale regering, waarbij moet worden aangestipt dat dit overleg niet altijd even vlot en even efficiënt verloopt. Bovendien is het lot van de gewestelijke executieven en van de raden niet verbonden met dat van de nationale regering en het Parlement. De regering kan ontslag nemen en het Parlement kan worden ontbonden, terwijl de executieven en de raden operationeel blijven. Het is ondenkbaar dat er voor dat overlegcomité geen parlementaire tegenhanger zou zijn om de democratische controle uit te oefenen en waar het overleg in het publieke forum kan plaatsvinden zoals dat hoort in een parlementaire democratie.

Het is duidelijk dat bestaande of nieuwe organen op het vlak van de uitvoerende macht, of bestaande of nieuwe tribunaal niet volstaan om de noodzakelijke federale evenwichten te verzekeren. Zelfs als men aan een nieuw orgaan de naam «Hoge Autoriteit» geeft, vraag ik mij af of dat orgaan werkelijk de autoriteit zal hebben om de politieke middelpuntvliedende machten te weerstaan indien het niet de legitieme macht heeft van een democratisch samengestelde Kamer.

In ieder geval, voor ons volstaat het zeker niet een evenwicht te realiseren tussen de noodzakelijke federale samenhang aan de ene kant en de onbetwistbare centrifugale krachten, nog in de hand gewerkt door de afwezigheid van een normenhierarchie, aan de andere kant, wat ook vrij uniek is in het geheel van de federale Staten.

Om het federaal evenwicht te waarborgen, met de nodige steun van de bevolking, heeft de Staat behoefte aan een complementaire Kamer op het nationale vlak, waarin de samenstellende delen van het land vertegenwoordigd zijn en die als specifieke taak heeft een democratische controle uit te oefenen over het geheel, zowel het centrale gezag als dat van de deelstaten en tegelijk de parlementaire tegenhanger vormt van de overleg- en samenwerkingsorganen, die tot nu toe door de regering begrijpelijkerwijs uitsluitend op het executieve en rechterlijke niveau werden gesitueerd.

Het is voor ons duidelijk dat de nu afgewerkte fasen van de staats-hervorming noodzakelijke stappen zijn in de transformatie van een gecentraliseerde, unitaire Staat in een echte federatie, maar deze stappen zijn niet voldoende. Wanneer de voorzitter van mijn partij, onze collega Herman Van Rompuy, verklaarde dat hij liever geen derde fase wil gerealiseerd zien dan een slechte, dan wilde hij daarmee precies het grote belang van deze derde fase aanduiden. Immers, indien de derde fase zich hoofdzakelijk of uitsluitend zou beperken tot de afschaffing van het zogenaamde dubbelmandaat, zou dit nog meer leiden tot de vervreemding van het federale Parlement, waarschijnlijk de Kamer van volksvertegenwoordigers, enerzijds, en de volkomen autonome Raden anderzijds en bijgevolg een bijkomende staatsontbindende factor betekenen. Wie streeft — en de huidige meerderheid doet dat — naar een waarachtige federale staatsinrichting, met het behoud van de federale Staat België, kan niet anders dan de realisatie van een goede derde fase te beschouwen als een absoluut noodzakelijke voorwaarde om het doel te bereiken, namelijk een evenwichtige federatie.

Tenslotte wens ik nog uitdrukking te geven aan mijn hoop dat de noodzakelijke hervorming van het hele parlementaire

stelsel in ons land zal kunnen worden uitgevoerd door het Parlement zelf en dat, mede als gevolg daarvan, de huidige oppositie op dit vlak constructief zal kunnen meewerken met de huidige meerderheid.

Terloops wil ik nog doen opmerken dat het best mogelijk is, maar dat is niet onoverkomelijk, dat, ingevolge de belangrijke keuzen die wij, naar ik hoop samen, zullen nemen in de derde fase over de structuur, de werking en de rechten van de toekomstige parlementaire instellingen, bepaalde wetsontwerpen die nu reeds werden goedgekeurd, onder meer het huidige wetsontwerp betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, op bepaalde punten zullen moeten worden gewijzigd.

Het zou veel beter geweest zijn — maar het is onmogelijk in de praktijk — om de hele staatshervorming, de drie fasen, in één keer uit te voeren en dat we hadden geweten welke de plannen waren voor de derde fase toen wij aan de eerste fase werkten. Dat is in de praktijk niet uitvoerbaar. Nu we toch in fasen werken, meen ik dat, wanneer zou blijken in de derde fase, dat voor de homogeniteit en de harmonie van het geheel enkele bepalingen van een reeds vroeger goedgekeurde wet moeten worden gewijzigd, wij dit ook moeten doen.

Ik hoop dat wij zeer in het kort van gedachten zullen kunnen wisselen tussen de verschillende fracties over de krachtlijnen, de grote keuzen die moeten worden gedaan voor de verwezenlijking van de derde fase van deze belangrijke en revolutionaire staats-hervorming. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, reeds meermaals werd er hier in uiteenzettingen op gewezen dat de financieringsmechanismen, die door de meerderheid werden ontworpen om de Gemeenschappen en Gewesten geldmiddelen te verschaffen, geen voorbeeld zijn van logisch en consequent denken.

Ik zal het niet opnieuw hebben over het principe dat gemeenlijk het Moureaux-principe wordt genoemd en dat als uitgangspunt voor de berekening van de gemeenschaps- en gewestmiddelen het Waalse behoeften- of uitgavenpatroon neemt.

Ik wil wel nog even beklemtonen dat de vaak gebruikte verhouding van 85,7 pct. en 14,3 pct. niet de weergave is van de realiteit. Deze verhouding zou immers moeten toelaten dat de Gemeenschappen en Gewesten ook een deel van de niet door lopende inkomsten gedekte uitgaven op zich zouden nemen. Van de last van 14,3 pct. zullen de Gemeenschappen en Gewesten slechts een klein gedeelte moeten dragen.

Vervolgens moet worden vastgesteld dat niet 14,3 pct. van de staatsuitgaven ongedekt zijn door gewone inkomsten, maar wel 20,5 pct. Bovendien gaat de regering ervan uit dat investeringsuitgaven niet door gewone inkomsten worden gedekt, maar integraal door leningen. Maar ook dat is niet correct vermits zo'n 4 pct. van onze investeringen via lopende inkomsten worden betaald. Men zal tegenwerpen dat dit verschil in percentage niet zo groot is, maar dan worden twee effecten vergeten.

Allereerst gaat het om enorme bedragen die niet in miljoenen, maar in miljarden worden uitgedrukt. Het kleine verschil in percentage gaat dan ook over grote absolute bedragen.

Ten tweede is er het cumulatief effect. Er werd immers geen éénmalige financiering ontworpen, maar wel een stelsel dat van nu tot in de verre toekomst zal gelden. Bedragen worden aangepast aan het indexcijfer of aan de wijziging in het BNP. Een klein verschil nu zal dan ook op termijn een enorme kloof tussen de bedragen veroorzaken.

Een laatste voorbeeld heeft betrekking op het Gemeentefonds. Ook hier wordt door de regering de redenering doorgetrokken en wordt gesteld dat een deel van de som, die het Gemeentefonds uitmaakt, niet door lopende inkomsten is gedekt en dus moet worden ontleend.

Ik breng dan ook graag even de historiek van het Gemeentefonds in herinnering. Het ontstaan van dit fonds is gelegen in de wet van 18 juli 1860 waarbij een « Gemeentelijk Fonds » werd ingesteld. Er werd toen vastgesteld dat de Belgische gemeenten

allerhande belastingen, vooral octrooirechten, hieven om hun uitgaven te dekken.

Octrooirechten bleken echter een bron van economische ongelijkheid te zijn en hinderden de economische ontwikkeling eerder dan ze te stimuleren. De Staat vaardigde dan ook een verbod uit en de gemeenten mochten voortaan dergelijke belastingen niet meer heffen. Om het wegvallen van deze gemeentelijke inkomsten op te vangen, ging de Staat de verbintenis aan om een bedrag gelijkwaardig aan de opbrengst van de verboden belastingen ter beschikking van de gemeenten te stellen. Dit bedrag werd dan volgens bepaalde criteria over alle gemeenten verdeeld.

De oorsprong van het Gemeentefonds is dus duidelijk: het was een contract tussen de Staat en de gemeenten, waarbij de Staat er zich toe verbond om in ruil voor de opbrengst van de aan de gemeenten verboden belastingen hun een globaal bedrag ter beschikking te stellen dat werd verdeeld. Men kan het ook zo bekijken dat de Staat bepaalde gemeentelijke inkomsten zelf inde en ze daarna aan de gemeenten teruggaf.

Van deze filosofie blijft er weinig of niets over in het financieringsstelsel dat door de meerderheid werd uitgedacht. Zal in principe het Gewest de last van de vermindering met 2 pct. van het Gemeentefonds moeten dragen, dan zullen ongetwijfeld de echte verliezers de gemeenten zelf zijn.

De gemeenten zijn trouwens nog op een ander vlak slachtoffer van de nieuwe wet, namelijk door de bepalingen van artikel 71, paragraaf 3, van het ontwerp.

Wanneer ik deze bepaling op politiek vlak als de meest nefaste uit het wetsontwerp betitel, dan druk ik mij nog eufemistisch uit. En niet alleen de PVV denkt er zo over! Ik herhaal hier slechts de woorden van de Vlaamse afdeling van de Vereniging van Belgische steden en gemeenten waarvan, zoals u weet, CVP-senator Cardoen de voorzitter is. De Vlaamse afdeling stuurde immers de leden van de nationale regering en van de Vlaamse Executieve een brief waarin zij haar ongenoegen over de regeling tot kwijtschelding van de Luikse schulden uitdrukt.

Waarover gaat het nu precies? Artikel 71, paragraaf 3, bepaalt dat de Staat de schuld van het Hulpfonds voor financieel herstel van de gemeenten, het zogenaamde Fonds-Nothomb, dat werd opgericht bij koninklijk besluit nummer 208 van 23 september 1983, te zijnen laste neemt. Het betreft wat men noemt « de als oninbaar beschouwde schuldvorderingen ».

Waarom is dit alles zo nefast? Allereerst wordt de regering de volmacht gegeven om de precieze schuldvorderingen te bepalen. Terwijl voor alle andere materies — onderwijs, dotaties, het Gemeentefonds en dergelijke — zeer precieze en tot op 100 000 frank nauwkeurige cijfers in het wetsontwerp zelf zijn ingeschreven, slaagt de regering er niet in hier correcte en exacte bedragen te noemen.

Een tweede bezwaar betreft de door elkeen als verfoeilijk omschreven politiek van de compensaties. Moet er voor Luik een oplossing komen dan zullen, nadat ook de schulden van Charleroi in rekening zijn gebracht, ook voor de Vlaamse steden én voor de Brusselse gemeenten én voor de Brusselse agglomeratie financiële middelen op tafel worden gelegd om ook daar de schulden aan te zuiveren.

Om een evenwicht in de bedragen tussen Vlaanderen en Wallonië te bereiken, zullen dan nog — met het overschot dus — een aantal andere zaken in Vlaanderen worden gefinancierd. Compensatiepolitiek tot en met dus, maar geen verantwoord management van de overheidsfinanciën, noch een stimulans voor een zuinig beheer.

Een derde bezwaar tenslotte is dat de schuldovername expliciet wordt geregeld in de bijzondere financieringswet, maar dat Vlaanderen weinig of geen zekerheid heeft dat al de gouvernementele beloften die aan Vlaanderen werden en worden gedaan, ook effectief en in eenzelfde tempo als voor Wallonië zullen worden nagekomen.

Volgens de memorie van toelichting werd artikel 71, paragraaf 3, geconcipieerd om twee hangende problemen op te lossen. Dat zijn namelijk de delging van de schulden van sommige grote steden en de uitvoering van de Sint-Katharina-

akkoorden die tijdens de vorige regering reeds tot stand kwamen.

Voor het oplossen van het schuldenprobleem zal rekening worden gehouden met wat de regering de « terugbetalingscapaciteit » van de steden noemt. Het resultaat van het eigen dienstjaar zal dus worden verrekend om uiteindelijk te weten welke de omvang is van de schuld die de Staat op zich zal nemen.

Voor de stad Luik gaat het om ongeveer 45 miljard en voor de stad Charleroi om 2 miljard, samen voor het Waalse Gewest dus ongeveer 47 miljard.

Uitgaande van dat cijfer en met de verhouding Vlaanderen-Wallonië in het achterhoofd, heeft Vlaanderen recht op 64,1 miljard. Hiervan gaan 17,1 miljard naar de steden Antwerpen en Gent die daarmee hun schulden zouden kunnen aflossen.

Voor Brussel — en daarmee worden bedoeld: de stad Brussel, de gemeenten Vorst, Schaarbeek, Watermaal-Bosvoorde, Elsene, Evere, Sint-Gillis, Sint-Joost-ten-Node, Etterbeek, Sint-Pieters-Woluwe en de agglomeratie Brussel — lopen de schulden reeds op tot 50,9 miljard frank. Dit is dus ruim meer dan de Waalse schuld.

Nochtans wordt met deze hoge schuld geen rekening gehouden om de zogenaamde interregionale evenwichten te bereiken. In het tegenovergestelde geval kon er waarschijnlijk geen intergemeentelijk evenwichtspunt worden gevonden, tenzij exuberant hoge bedragen die zelfs voor deze regering nogal aan de hoge kant moeten hebben gelegen.

Ik zal hier niet het proces maken, mijnheer de minister, van de verantwoordelijken voor de schuldenberg van de grote steden, maar ik wens er toch enkele algemene beschouwingen aan te wijden.

Ongetwijfeld zijn de eerste verantwoordelijken de bestuurders van de steden zelf.

Het opbouwen van schulden was — of moet ik misschien nog zeggen: is — een kwaal waaraan vrijwel alle gemeenten in België leden.

Hoewel het principe van het jaarlijks evenwicht van de gemeentebegroting reeds jaren in onze wetgeving was ingeschreven, moest men toch wachten tot de uitvaardiging van het koninklijk besluit nummer 110 van 13 december 1982 om eerst een mentaal bewustzijn bij onze gemeentebestuurders teweeg te brengen en tevens een aantal harde maatregelen terug te vinden waardoor alle gemeenten en steden verplicht waren om in 1988 een begroting in evenwicht en een aangezuiverde schuld te hebben. Voor vrijwel alle gemeenten in Vlaanderen en Wallonië is dat gelukt, met uitzondering van enkele grote steden en vrijwel alle Brusselse gemeenten.

Er werden saneringsplannen opgesteld die voor de ene de jarenlang gevolgde gemakkelijkschuldpolitiek moesten ombuigen in een soberheidsbeleid en die voor de andere uitwassen als al te hoge lonen, overdreven veel personeel of eenvoudigweg slecht beheer moesten omzetten in een rationeel en efficiënt gevoerd beleid. Voor Antwerpen, Gent en Charleroi zouden de saneringsplannen op relatief korte termijn, mede dank zij de financiële offers van vele burgers uit deze steden, tot goede resultaten hebben geleid, maar in Luik bleef de oude toestand aanslepen, om niet te zeggen verslechteren.

Wil een gemeente zijn financiële situatie recht trekken, dan moet zij zelf in de eerste plaats een inspanning willen doen door reorganisatie van de diensten, het laten afvloeien van overmatig personeel, het privatiseren van bepaalde gemeentelijke diensten of welke andere maatregel ook. Er ligt dus, met andere woorden, een belangrijke verantwoordelijkheid bij de gemeenten en steden zelf.

Maar zij zijn niet alleen de « schuld van de schuld ». De nationale overheid heeft er vooral op twee vlakken toe bijgedragen dat de gemeentelijke financiën ontspoorde.

Ten eerste was het vaak, en decennia lang, een gemakkelijkheidsoplossing van de nationale Staat om steeds meer taken

door de lagere besturen te laten uitvoeren. Het bijhouden van allerlei statistische gegevens, het afleveren van allerlei vergunningen, de taken in het kader van de sociale zekerheid zijn hiervan slechts enkele voorbeelden.

Ten tweede toonde de Staat zich allerminst vriendelijk tegenover het Gemeentefonds, één van de voornaamste inkomstenbronnen van de gemeenten.

Via een stelselmatige verlaging of niet-aanpassing van de middelen van het Gemeentefonds moesten de gemeenten heel wat van hun schijnbaar verzekerde en vaste inkomsten derven. Ook de Staat is dus medeverantwoordelijk voor de toestand van de gemeentefinanciën.

De derde component, tenslotte, is het Gewest. Door de bijzondere wet van 8 augustus 1980 werd immers het administratief toezicht op de gemeenten aan de Gewesten toevertrouwd. Via hun zorg kwamen de saneringsplannen tot stand. Zij ook hadden de wapens in handen om in te grijpen wanneer de gemeentelijke financiën zouden ontsporen. Enerzijds, kunnen we de vraag stellen of de Gewesten misschien niet eerder, harder of vaker hadden moeten ingrijpen, maar, anderzijds, moeten we ook constateren dat de Gewesten hun volle verantwoordelijkheid hebben opgenomen, wanneer het erop aankwam de uitvoering van de opgelegde saneringsplannen rigoureuze uit te voeren.

Alleszins staat het vast dat er inzake de gemeentelijke schulden sprake moet zijn van een gedeelde verantwoordelijkheid, zowel dus van de gemeenten en steden zelf als van de Gewesten en de Staat. Deze redenering bewijst dat het vals is om nu via het wetsontwerp op de financiering van Gemeenschappen en Gewesten de zware lasten alleen door de Staat te laten dragen.

Het is een zuiver retorische vraag na te gaan of de Staat de schuldenberg wel op zich kan nemen. Als we immers de som maken van alle door de Staat gewaarborgde schulden en er de aan Vlaanderen toegezegde compensaties aan toevoegen, dan komen we uit op 162 miljard. Hierin zijn echter 12 miljard begrepen die inmiddels reeds werden uitgegeven, 4 miljard voor Vlaamse scheepskredieten en 8 miljard van beschikbare vastlegingsmachtigingen voor het Brusselse Gewest, die worden verrekend.

Er blijft dus een bedrag van zo'n 150 miljard over dat door de belastingbetaler zal moeten worden gedragen. Jaarlijks zal dit een meeruitgave van zo'n 15 miljard frank betekenen of — omgerekend naar een individuele belastingbetaler — een belastingverhoging van 6 000 frank per gezin gedurende 20 jaar.

Bovendien zullen deze lasten vooral ten nadele van de Vlaamse belastingbetaler komen. Vlaanderen zorgt immers voor 58 pct. van de belastingopbrengst en zal dus van de 150 miljard zo'n 87 miljard zelf moeten betalen. Als compensatie hiervoor ontvangt Vlaanderen 64 miljard frank. Zelfs als we geen rekening houden met enkele puur theoretische compensaties, zoals de reeds genoemde 4 miljard voor het scheepskrediet en 9,2 miljard voor het SCK, dan zou er vanuit Vlaanderen een bijkomende geldstroom ontstaan van ongeveer 23 miljard.

Is er dan geen alternatief voor het probleem van de schulden van de gemeenten, of nauwkeuriger, voor het probleem van de schulden van de stad Luik?

De oplossing die de PVV voorstelt is tweeledig. Eerst moet het jaarlijks tekort op de begroting van de stad Luik worden teruggebracht tot 3 à 3,5 miljard frank in 1991. Dit moet gebeuren op basis van het zogenaamde bijvoegsel nummer één van 14 november 1985, dat echter tot nu toe nooit werd toegepast, maar dat wel werd onderschreven door zowel de stad Luik als door het Waalse Gewest. Luidens dit bijvoegsel dient Luik haar uitgaven te beperken tot op het niveau van Charleroi. Maar daar zijn we op dit moment zeker nog niet aan toe. Als het bijvoegsel wordt uitgevoerd zoals werd overeengekomen dan kunnen met ingang van 1991 de tekorten van de stad Luik met 2 tot 2,5 miljard worden verminderd. Het Waalse Gewest kan ook een financiële bijdrage leveren om het resterend tekort van 3 à 3,5 miljard nog weg te werken. Het Waalse Gewest kan

hiertoe de boni's die het krachtens de artikelen 10 en 12 van het ontwerp ontvangt, gekoppeld aan het solidariteitsmechanisme, kapitaliseren. Deze boni's bereiken de som van 0,7 miljard in 1994 en lopen op tot 11,2 miljard in 2005. Hiermee zou het Waalse Gewest het resterend tekort van de stad Luik voor zijn rekening kunnen nemen.

Samengevat kunnen we de regeling voor de steden, volgens artikel 71, paragraaf 3, omschrijven als een financiële catastrofe voor de staatskas. De regeling is ook een psychologische flater. Honderden Vlaamse en Waalse gemeentebestuurders ondervinden nu dat het beter is zich niet te bekommeren om hun gemeentefinanciën. Wanbeheer zal vroeg of laat toch door de regering met harde valuta worden beloond. De regeling roept ook meer vragen op dan dat zij oplossingen bevat.

Kan de regering immers waarborgen geven dat het nieuwe aan Luik opgelegde saneringsplan ook effectief en nauwgezet zal worden uitgevoerd — zo vele beloften werden in het verleden reeds gedaan — of kan zij alleen maar staatswaarborgen geven?

Waarom werden de schulden van de stad Brussel, de andere Brusselse gemeenten en de Brusselse agglomeratie niet mee verrekend in het door de regering zo geprezen interregionaal evenwicht? Is dit echt alleen om de zogenaamde hoofdstedelijke functie van Brussel te vrijwaren of hebben er andere, duistere factoren meegewerkt?

Wat ons het meest bekommert is de vraag of de regering ook het Vlaamse «luik» — dit is een eerder toevallige woordspeling — van het schuldenakkoord zal uitvoeren. Kan zij daarvoor waterdichte garanties geven? Is bijvoorbeeld de lening voor de toegangswegen tot de Liefkenshoektunnel vastgelegd vóór de door de regering beloofde datum van 31 december 1988? Zal het Studiecencentrum voor kernenergie te Mol wel — zij het gedeeltelijk — worden overgedragen aan het Vlaams Gewest?

Voor de PVV is slechts een vraag duidelijk door de regering beantwoord. Wie zal deze hele operatie financieren? De nationale Staat zal de lasten op zich moeten nemen en in de eerste plaats zal de Vlaamse belastingbetaler de dupe zijn. Het gezond verstand zegt dat de door de regering uitgewerkte regeling ongezond en onrechtvaardig is en getuigt van een slecht financieel beheer.

De PVV zal dan ook niet instemmen met wat de regering van plan is met de al zo schaarse financiële middelen. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Dames en heren, ik stel voor onze werkzaamheden te onderbreken.

Je vous propose d'interrompre nos travaux.

PROPOSITIONS DE LOI — VOORSTELLEN VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — Les propositions de loi ci-après ont été déposées :

1^o Par M. Petitjean, complétant l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

De volgende voorstellen van wet werden ingediend :

1^o Door de heer Petitjean, tot aanvulling van artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

2^o Par M. Cardoen, modifiant l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

2^o Door de heer Cardoen, tot wijziging van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Ces propositions de loi seront traduites, imprimées et distribuées.

Deze voorstellen van wet zullen worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Il sera statué ultérieurement sur leur prise en considération.

Er zal later over hun inoverwegingneming worden beslist.

Wij zetten onze werkzaamheden vanavond te 20 uur voort.

Nous poursuivrons nos travaux ce soir, à 20 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten te 18 h 45 m.)

(La séance est levée à 18 h 45 m.)